

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

DE LA RESPONSABILITÉ
DES
ACCIDENTS AGRICOLES

THÈSE POUR LE DOCTORAT
(SCIENCES JURIDIQUES)

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

Le Vendredi 28 Juin 1901, à 2 heures et demie

PAR

ALBERT AUPETIT

DOCTEUR EN DROIT (SCIENCES POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES)

Président : M. SOUCHON.

Suffragants : { MM. MASSIGLI, JAY, } Professeurs.

PARIS

E. PIGELET, IMPRIMEUR

189-191, BOULEVARD VOLTAIRE, 189-191

1901



Digitized by the Internet Archive
in 2026

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner ni approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

DE LA RESPONSABILITÉ
DES
ACCIDENTS AGRICOLES

THÈSE POUR LE DOCTORAT
(SCIENCES JURIDIQUES)

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE PAR

ALBERT AUPETIT

DOCTEUR EN DROIT (SCIENCES POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES)



PARIS

E. PIGELET, IMPRIMEUR

189-191, BOULEVARD VOLTAIRE, 189-191

1901

A LA MÉMOIRE DE MON PÈRE

PRÉFACE

L'évolution du droit — si heureuse en ce qu'elle adapte peu à peu à des situations économiques nouvelles des principes juridiques anciens et enlève ainsi, par une lente préparation, à l'avènement de principes nouveaux, le caractère et les effets d'une brusque révolution — ne laisse pas que d'avoir, par contre, quelques inconvénients. C'est, en premier lieu, l'incertitude que perpétuent dans les rapports de droit, les audaces et les retours alternatifs de la jurisprudence. C'est aussi la complexité croissante de règles secondaires, le concours inextricable d'interprétations isolées qui, jusqu'à une refonte législative toujours lente à venir, ajoute chaque jour à l'ironie de ce mensonge conventionnel de nos codes : « Nul n'est censé ignorer la loi... »

Les agriculteurs éprouvent aujourd'hui, en matière d'accidents du travail, les effets d'une pareille situation. Si quelqu'un d'entre eux, même parmi les plus éclairés, s'avisait de rechercher à quelles responsabilités précises il est soumis de ce chef, il ne tarderait sans doute pas à abandonner ce dessein téméraire, impuissant qu'il serait à débrouiller l'écheveau confus que l'évolution d'un siècle et des réformes récentes ont abouti à créer.

Et lorsque, par une dialectique naturelle, les principes inaugurés en matière d'accidents industriels par la loi du 9 avril 1898 et déjà étendus à une partie des

accidents du travail agricole (1), tendent à accroître leur domaine et à dominer l'ensemble de ces derniers — lorsqu'un législateur impatient de toute *inelegantia juris*, propose de réaliser dès maintenant, l'assimilation complète de l'industrie et de l'agriculture, au point de vue de la responsabilité des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail (2), on comprend que les représentants autorisés du monde agricole hésitent à se prononcer sur la convenance d'une pareille réforme (3). Pour décider en toute connaissance de cause, il ne suffit pas d'apprécier les facteurs économiques et moraux qui peuvent incliner le choix en un sens ou en l'autre, il paraît d'abord nécessaire de tracer un exact tableau du régime actuel, de distinguer à quels principes divers il se rattache, de délimiter, autant qu'il est possible, la sphère d'application de chacun d'eux, d'en signaler enfin les conflits intestins et les lacunes. On apercevra mieux à quel point l'évolution accomplie a pu préparer l'avènement d'un système nouveau. Tel est l'élément que nous voudrions apporter au débat.

La réforme réalisée, notre œuvre modeste perdra sans doute, tout intérêt. Mais, comme les promoteurs du nouveau projet ont été conduits à le compliquer du principe discuté de l'obligation en matière d'assurance — comme, en toute circonstance, la gestation législative est longue dans nos parlements, la présente étude a chance de rester, quelque temps encore, un utile précis de la responsabilité en matière d'accidents du travail agricole.

(1) Loi du 30 juin 1899.

(2) Proposition de loi déposée par M. Mirman à la Chambre des Députés. — Séance du 13 décembre 1900. — *Annexes parlementaires*, Chambre, Session extraordinaire de 1900, p. 164.

(3) Session annuelle de la *Société des Agriculteurs de France*. Séance du 11 mars 1901.

TITRE PRÉLIMINAIRE

ÉVOLUTION HISTORIQUE

SOMMAIRE

Les accidents du travail et le Code Civil. — *Interprétation traditionnelle : faute et présomption de faute. — Ses conséquences.*

Mouvement de la jurisprudence. — *Éléments constitutifs de la faute. — Son lien avec le préjudice. — Caractère et étendue des présomptions légales : l'article 1386 généralisé.*

Efforts doctrinaux. — *Responsabilité contractuelle du patron. Responsabilité légale du fait des choses inanimées.*

Le risque professionnel. — *La loi du 9 avril 1898. — Son application à l'agriculture. — Loi du 30 juin 1899.*

1. — Le législateur du Code civil n'avait spécialement prévu ni les accidents du travail agricole, ni ceux du travail industriel, ni même les accidents en général. Il s'était borné à organiser, en quelques articles, un système d'ensemble applicable à la réparation de tout dommage injustement causé, soit aux biens, soit aux personnes. L'interprétation doctrinale et judiciaire appliqua purement et simplement aux accidents du travail ces dispositions générales, qu'elle rattachait

d'ailleurs à la notion de faute jusqu'alors traditionnellement considérée comme la source unique de toute responsabilité. Ce fut le régime de la *faute prouvée* du patron qui domina sans partage la jurisprudence pendant plus des trois quarts du siècle passé.

La transformation industrielle qui avait rendu les accidents plus nombreux, plus graves, et en quelque sorte « anonymes », les exigences croissantes de la conscience sociale finirent par imposer une revision sévère des principes d'interprétation jusque-là incontestés. On s'avisa que certaines règles légales pouvaient légitimement comporter plus d'extension qu'on ne leur en accordait généralement; d'autres même, jusqu'alors presque inaperçues, furent soudain mises en lumière. Un système nouveau s'ébaucha que rien dans le Code civil, plus largement entendu, ne paraissait interdire : ce fut, pour un nombre croissant d'espèces, le régime de la *faute présumée* du patron.

Il restait peut-être moins à faire qu'on n'avait déjà fait pour en arriver à la notion moderne du risque de propriété ou d'entreprise et lui trouver dans le vieux Code lui-même un fondement suffisant, lorsque le législateur devançant cette dernière phase de l'évolution vint proclamer le principe d'un risque professionnel à la charge du patron en matière industrielle, et même dans de certaines limites, en matière agricole, laissant d'ailleurs subsister les règles anciennes pour tous les cas non prévus par la législation nouvelle.

Reprenons, avec quelque détail, l'histoire de ces transformations.

2. — « Tout fait quelconque de l'homme qui cause à autrui un dommage, oblige celui par la faute duquel il est arrivé à le réparer » tel est le principe posé par l'article 1382 du Code civil, et immédiatement complété par cette explication que la faute peut être soit un fait positif, soit une négligence ou une imprudence, en un

mot, toute contravention à une obligation légale de faire ou de ne pas faire (art. 1383). Le Code ajoute que l'on est responsable, non seulement du dommage que l'on cause par son fait, mais encore de celui qui est causé « par le fait des personnes dont on doit répondre ou des choses que l'on a sous sa garde » (art. 1384). En ce qui concerne les personnes, il précise aussitôt par une énumération limitative que le père est responsable du dommage causé par ses enfants habitant avec lui, les instituteurs ou artisans du dommage causé par les enfants et apprentis soumis à leur surveillance, les maîtres et commettants du dommage causé par leurs domestiques ou préposés dans les fonctions auxquelles ils les emploient. En ce qui concerne les choses, le Code prévoit seulement deux hypothèses spéciales : le dommage causé par les animaux, qu'il met dans tous les cas à la charge du propriétaire ou de celui qui s'en sert (art. 1385) ; le dommage causé par la ruine d'un bâtiment, dont le propriétaire est responsable, lorsque cette ruine est le résultat du défaut d'entretien ou d'un vice de construction (art. 1386).

3. — S'inspirant de la théorie exclusive de l'ancien droit (1), dont se réclamaient expressément les rapporteurs du Code civil (2), les commentateurs et les juges rattachèrent d'abord toutes ces dispositions à la notion de faute. Pas de responsabilité sans faute, tel est, proclame-t-on, leur principe commun (3). En ce qui concerne le dommage directement causé par les per-

(1) Voy. BAUJON : *Le Droit commun de la France et la Coutume de Paris*. — DOMAT : *Les Loix civiles*.

(2) *Exposé des motifs* de la loi sur les engagements qui se forment sans convention, par le conseiller Treilhard (Conseil d'Etat. Séance du 9 pluviôse an XII).

Rapport au Tribunal par le tribun Bertrand de Greuille, au nom de la section de législation, sur la loi relative aux engagements qui se forment sans convention. (Tribunat. — Séance du 16 pluviôse an XII).

Discours au Corps législatif par le tribun Tarrible, l'un des orateurs chargés de présenter le vœu du Tribunat sur la loi relative aux engagements qui se forment sans convention. (Corps législatif. Séance du 19 pluviôse an XII).

(3) *Cour de Cassation*. — Ch. civ. — Arrêt du 19 juillet 1870 : « Attendu.... que l'existence d'une faute légalement imputable constitue l'une des conditions essentielles de l'action en responsabilité.... ». — *Sirey*, 1871, 1-9.

sonnes, l'article 1382 le dit expressément. Si l'article 1384 ne parle plus de faute lorsqu'il s'agit du dommage causé par les personnes dont on doit répondre ou par les choses que l'on a sous sa garde, cette proposition n'a pas, dit-on, un caractère général ni dérogatoire; elle annonce purement et simplement les règles particulières formulées par les paragraphes et articles suivants, fondées elles-mêmes sur une présomption de faute (1). Le père est responsable de ses enfants, le maître de ses élèves, toute personne des animaux dont elle se sert, parce que le dommage causé fait présumer une négligence dans la surveillance qui leur incombe. Le patron est responsable de ses ouvriers parce qu'il lui appartenait de les choisir prudemment. Le vice de construction ou le défaut d'entretien sont des indices suffisants de négligence chez le propriétaire d'un bâtiment (2). En dehors de ces présomptions établies par la loi, les auteurs et la jurisprudence ne distinguent pas si le dommage provient des personnes ou des choses. Dans l'un comme dans l'autre cas, le principe général de l'article 1382 doit recevoir son application. Toute responsabilité est subordonnée à cette triple condition :

- 1° Une faute commise ;
- 2° Un préjudice éprouvé ;

(1) FROMAGEOT : *De la faute comme source de la responsabilité en droit privé*. Paris, 1891, p. 99.

Cour de Douai. — Arrêt du 28 juillet 1896 : « Attendu qu'aux termes du § 1^{er} de l'art. 1384 C. civ., on est responsable du dommage causé par le fait des personnes dont on doit répondre ou des choses que l'on a sous sa garde ;

« Que les conditions d'application de ce principe sont indiquées dans les § 2 et 5 de l'art. 1384, en ce qui concerne les personnes dont on doit répondre ; dans l'art. 1385 en ce qui concerne les animaux que l'on a sous sa garde, et dans l'art. 1386 en ce qui concerne les choses inanimées... ». — *Dalloz*, 1897, 2-349.

(2) *Discours précité du tribun Tarrille au Corps législatif* : « Le dommage, pour qu'il soit sujet à réparation, doit être l'effet d'une faute ou d'une imprudence de la part de quelqu'un. S'il ne peut être attribué à cette cause, il n'est plus que l'ouvrage du sort, dont chacun doit supporter les chances ; mais s'il y a eu faute ou imprudence, quelque légère que soit leur influence sur le dommage commis, il en est dû réparation. C'est à ce principe que se rattache la responsabilité du propriétaire relativement au dommage causé par les animaux ou par la ruine d'un bâtiment mal construit ou mal entretenu. C'est au même principe que se rattache encore la responsabilité plus importante prononcée par l'art. 1384 contre le père et la mère, les maîtres et commettants, les instituteurs et les artisans, pour les dommages causés par les enfants mineurs, par les domestiques et préposés, par les élèves et les apprentis.... »

3° Un lien de cause à effet entre la faute et le préjudice (1).

A défaut de ces trois conditions réunies, personne ne peut être obligé à indemniser la victime d'un accident, et c'est à celle-ci qu'il incombe de fournir les preuves nécessaires, en vertu de cette autre disposition essentielle du Code civil : « Celui qui réclame l'exécution d'une obligation doit la prouver » (art. 1315).

4. — Ce système rigoureux avait pour première conséquence que les victimes du plus grand nombre d'accidents ne pouvaient prétendre à aucune réparation. Qu'une machine bien construite, suivant les dernières données de la science, dirigée avec prudence, vienne à éclater et porte la mort au loin avec ses débris : personne ne doit de dommages-intérêts parce que personne n'est en faute. L'emploi de machines ne saurait constituer à lui seul une imprudence ; il est, au contraire, de l'intérêt général que certains moyens de production d'une grande puissance soient mis en œuvre (2). Y eut-il, d'ailleurs, faute du patron, l'ouvrier était le plus souvent dans l'impossibilité de la prouver. Incapable d'approfondir et de juger la conduite de son maître, il succombait invariablement contre lui dans une lutte à armes inégales. C'était la même chose, suivant la théorie régnante, que n'avoir pas de droit ou n'avoir pas de preuves.

5. — Une instinctive générosité poussa la jurisprudence à se montrer de moins en moins exigeante, et elle s'efforça de justifier en droit des solutions plus humainement équitables.

Elle en trouva d'abord le moyen dans son pouvoir d'apprécier souverainement, sous le contrôle de la Cour

(1) *Cour de Cassation*. — Ch. civ. — Arrêt du 19 août 1874 : « Attendu que si, aux termes de l'art. 1382, tout fait de l'homme qui cause à autrui un dommage, oblige son auteur à le réparer, il n'en peut être ainsi qu'autant que la faute qui lui est imputée a été la cause du préjudice dont réparation est demandée.... ».

— *Sirey*, 1875, 1-24

(2) *Note de LABBÉ* sous Cass. civ., 19 juillet 1870. — *Sirey*, 1871, 1-9.

de cassation, les faits constitutifs de la faute. Le patron ne paraissait d'abord tenu que de prendre les précautions généralement usitées dans l'exercice de sa profession (1). On en arriva à exiger de lui des précautions exceptionnelles (2), et même à lui imputer à faute de n'avoir pas trouvé des moyens préventifs que personne n'avait pu découvrir jusqu'alors (3). Tous ces arrêts supposent une obligation générale de protection que l'un d'eux formulait expressément en ces termes : « le patron doit prévoir, sous peine de faute, toutes les causes possibles d'accidents, et prendre ou faire prendre par ses agents toutes les mesures de précaution pouvant les éviter... » (4).

Tandis qu'elle devenait sur ce point sans cesse plus sévère, la jurisprudence abandonnait peu à peu en matière d'accidents du travail son exigence première d'un lien précis de cause à effet entre la faute et le dommage causé (5). Qu'une négligence soit établie à la charge du patron ; qu'il ait contrevenu, par exemple, à la loi du 2 novembre 1892, sur le travail des femmes et des enfants, ou à la loi du 12 juin 1893 concernant l'hygiène ou la sécurité des travailleurs dans les établissements industriels, les tribunaux ne recherchent plus si cette négligence a été la cause occasionnelle et précise de l'accident dont réparation est demandée (6). La responsabilité civile devient comme une peine encourue pour cela seul qu'on était en faute, de même que le débiteur en demeure se trouve de plein droit responsable des cas fortuits. Encore le débiteur en demeure a-t-il la faculté qui ne paraît pas réservée au patron fautif de s'exonérer de toute responsabilité en prouvant

(1) *Cour de Bourges*, 15 juillet 1840. — *Dalloz*, J. G., V° *Responsabilité*, § 94.

(2) *Cour de Grenoble*, 6 février 1894. — *Dalloz*, 1894, 2-304.

(3) *Cour de Dijon*, 27 avril 1877. — *Dalloz*, 1878, 1-283. — Voy. en général : P. PIC : *Annales de Droit commercial*, 1892, p. 246, 1893, p. 440 ; SALEILLES : *Note du Dalloz*, sous Cass. 1897, 1-433 ; PISIER : *De la responsabilité du fait des choses*, Thèse, Paris, 1899.

(4) *Cour d'Amiens*, 15 novembre 1883. — *Sirey*, 1884, 2-6.

(5) SALEILLES : *Note précitée*.

(6) PLANIOL : *Note du Dalloz*. — *Dalloz*, 1896, 1-81.

que l'éventualité dommageable se fut produite, même s'il avait rempli avec diligence toutes ses obligations (art. 1302). On condamne ainsi à supporter les charges d'un accident survenu le patron dont l'atelier était mal éclairé (1) ou celui qui avait prolongé la journée de travail au-delà du maximum légal. Le lien de connexité d'abord exigé entre la faute et l'accident se résout peu à peu en un simple rapport de coexistence ou de succession. Le second suffit à faire présumer le premier (2).

6. — Cependant que la théorie générale de la faute éprouve en matière d'accidents du travail cette double déformation, une évolution parallèle se produit dans la manière d'envisager les présomptions de faute établies par le Code, pour les cas particuliers de dommage causé par les animaux et les bâtiments. En ce qui concerne les accidents causés par les animaux, on estime d'abord que le propriétaire pourra s'exonérer de la présomption de faute qui pèse sur lui en prouvant qu'il a pris toutes les précautions d'un gardien diligent (3). Puis c'est la preuve positive de la faute de la victime ou d'un cas fortuit qu'on lui demande, le cas fortuit étant encore largement compris et étendu par exemple, à la rencontre inopinée d'un « gros chariot » (4) ou au brusque sifflet d'une locomotive (5). Finalement cette notion se restreint de plus en plus jusqu'à se confondre à peu près aujourd'hui avec la force majeure *stricto sensu* (6), conflit exceptionnel et

(1) *Cour de Grenoble*, 17 mai 1892. — *Dalloz*, 1892, 2-294.

(2) *Cour de Cassation*. 15 juillet 1896. — « Attendu que si, en principe, une contravention aux règlements administratifs peut constituer une présomption de faute qui rende le contrevenant passible des conséquences d'un accident.... » — *Sirey*, 1897, 1-229.

(3) *Cour de Bruxelles*, 11 mars 1829. — « Attendu que N... a employé tous les moyens que peut employer en pareille circonstance un bon cocher pour retenir son cheval et prévenir tout malheur, dont il avertissait même les passants par ses cris afin qu'ils eussent à l'éviter.... » — *Dalloz*, J. G. V° *Responsabilité*, § 723.

(4) *Cour de Paris*, 14 novembre 1863. — *Dalloz*, 1863, 5-329.

(5) *Cour de Cassation* : Req., 19 août 1878. — *Dalloz*, 1879, 1-215.

(6) *Cour de Paris*, 21 janvier 1891. — *Dalloz*, J. G. Supp. V° *Responsabilité*, § 908.

subit des forces naturelles qu'aucune prudence humaine ne peut prévoir ni prévenir.

En ce qui concerne la ruine des bâtiments par vice de construction ou défaut d'entretien, la présomption de faute établie par l'article 1386, paraît avoir été considérée dès l'origine comme absolue. Le propriétaire ne peut s'en exonérer en prouvant par exemple qu'il a ignoré le vice de construction. Le mouvement interprétatif a eu pour effet, d'étendre la règle des bâtiments à toutes les choses immobilières et à leurs accessoires incorporés, machines fixes, arbres, poteaux télégraphiques, etc... (1). On a même tenté de soutenir que l'article 1386, parlait des bâtiments seulement pour exemple, mais qu'il édictait, en réalité, une règle générale, applicable à toutes les choses inanimées (2), que le propriétaire devait dès lors être déclaré responsable du dommage causé par celles-ci, par suite d'un vice propre ou du défaut d'entretien, même en l'absence de toute faute personnelle prouvée.

Cette doctrine de l'article 1386 généralisé, n'a trouvé asile que dans quelques arrêts. Elle laissait d'ailleurs à la victime d'un accident, la charge de prouver que cet accident était une suite du vice de la chose ou de son défaut d'entretien, preuve plus facile parfois que celle de la faute du patron, mais impossible encore dans les cas très nombreux où l'accident en avait dispersé au loin les débris.

7. — Dans cet état de la jurisprudence, une double tentative fut faite pour exonérer l'ouvrier victime d'un accident de toute preuve à fournir contre son patron. On s'efforça, par deux voies bien différentes, d'établir

(1) *Cour de Cassation*, Civ., 19 avril 1887. — « Attendu que la disposition de l'art. 1386 C. civ., relative au vice de construction d'un bâtiment, a pour base le principe que le propriétaire est responsable de plein droit des défauts qui y sont inhérents; que ce principe s'étend à tout ce qui en dépend par incorporation... » — *Sirey*, 1887, 1-217. — Conf., *Cour de Paris*, 20 août 1877. *Sirey*, 1878, 2-48.

(2) FROMAGEOT : *Op. cit.* — *Cour de Douai*, 28 juillet 1896, précité. — « Attendu.... que cet article 1386 est d'une application générale, bien qu'il ne parle que de bâtiments, lesquels sont cités à titre d'exemple comme étant le cas le plus usuel..... »

la responsabilité de celui-ci sur un autre fondement que sa faute quasi-délictuelle. Ce double mouvement aboutit d'une part à la théorie de la faute contractuelle du patron, d'autre part, à la théorie de la responsabilité légale du fait des choses inanimées.

Deux savants jurisconsultes (1) s'avisèrent simultanément que la doctrine traditionnelle n'avait pas pris garde jusqu'alors à la situation particulière de l'ouvrier vis-à-vis de son patron, au contrat de louage de services intervenu entre eux. Or, c'est une règle essentielle que les conventions obligent non-seulement à ce qui y est exprimé, mais encore « à toutes les suites que l'équité ou l'usage donnent à l'obligation suivant sa nature ». N'est-il pas équitable que le patron comme le locataire d'un bien quelconque (art. 1730) « réponde des dégradations ou de pertes », qui surviennent en cours du contrat à la personne louée « à moins qu'il ne prouve qu'elles ont eu lieu sans sa faute » ? Il semblait naturel de suppléer pareille clause dans le contrat de louage de services et d'assurer ainsi le renversement de la preuve, c'est-à-dire de présumer la faute du patron, sauf preuve contraire de sa part. Cette doctrine adoptée, au moins dans son principe, par certains tribunaux belges, n'eut aucun succès en France. Elle succomba vraisemblablement, surtout à cet argument que si un accident blesse à la fois un ouvrier et un tiers, il est absolument injuste de traiter plus favorablement le premier qui a consenti, moyennant salaire, à s'exposer au danger (2).

8. — Restant sur le terrain des articles 1382 et suivants d'autres jurisconsultes d'initiative (3) ont repris

(1) M. SAUZET : *Responsabilité des patrons*, — *Revue critique*, 1883.
 SAINCTELETTE : *Responsabilité et garantie*, 1884.

(2) SALEILLES : *Note précitée*. — *Cour de Rennes*, 20 mars 1893. — *Dalloz*, 1893, 2-526.

(3) SALEILLES : *Les accidents du travail et la responsabilité civile*, 1897.
 JOSSERAND : *De la responsabilité du fait des choses inanimées*. 1897.

plus récemment et cherché un fondement légal à la conception que signalait, dès 1871, M. Labbé, comme étrangère au Code civil et d'après laquelle le propriétaire doit répondre du dommage causé par sa chose, non parce qu'il est en faute, mais par cela seul qu'il est propriétaire, comme charge corrélatrice des avantages qu'il en retire.

C'est à tort, selon eux, que la théorie traditionnelle restreint la portée de la règle de l'article 1384, d'après laquelle on est responsable du fait des choses que l'on a sous sa garde, jusqu'à n'être que le préliminaire indicatif des dispositions particulières des articles 1385 et 1386, relatives aux animaux et aux bâtiments. Le principe de l'article 1384 est, reprennent-ils, général. S'il était nouveau en 1804 et s'il peut paraître étrange que le législateur du Code civil ait introduit pareille innovation sans s'en expliquer formellement, il faut observer que la formule employée par lui est également nouvelle. D'autre part, l'article 1384 qui parle du fait des personnes ou des choses, et non plus de faute, établit un parallélisme remarquable entre la responsabilité encourue du fait des unes ou des autres. De même qu'on n'exige pas la preuve d'une faute contre le père, l'instituteur ou le patron, dont l'enfant, l'élève ou l'ouvrier a causé un dommage, de même, et en vertu d'une présomption analogue, il n'est besoin de prouver aucune faute contre le propriétaire d'une chose inanimée, pour obtenir réparation du préjudice causé par elle. On discute d'ailleurs sur le caractère de cette présomption et en particulier sur le point de savoir s'il suffira pour s'en exonérer que le propriétaire prouve qu'il a pris toutes les précautions d'un gardien diligent ou s'il devra fournir la preuve positive d'un fait de force majeure ou d'une faute de la victime. L'essentiel est que l'ouvrier demandeur n'ait autre chose à prouver pour établir son droit que l'accident lui-même.

Cette théorie eut en jurisprudence une fortune rapide et brillante. — Hasardée d'abord par quelques

tribunaux (1), elle fut successivement adoptée par le Conseil d'Etat et par la Chambre civile de la Cour de Cassation. Si elle était appelée à triompher définitivement, elle devrait se compléter sans doute par la distinction, jusqu'ici sans intérêt, des cas où un accident doit être considéré, soit comme provenant du fait personnel, soit comme provenant du fait de la chose. Mais un arrêt récent de la Chambre des Requêtes et l'inauguration, par la loi du 9 avril 1898, d'un principe spécial de responsabilité du patron chef d'industrie, paraissent avoir arrêté momentanément son essor. Cette dernière innovation a également coupé court aux difficultés qui n'auraient pas manqué de s'élever sur l'application d'une responsabilité purement réelle dans les cas d'accidents causés par des outils manuels à propos desquels on ne peut parler du fait propre de la chose.

9. — Tandis que la jurisprudence cédait à des sollicitations de plus en plus pressantes, le législateur poursuivait, en effet, de son côté une œuvre de réforme dont le résultat, enfin promulgué le 9 avril 1898, fut l'organisation d'un système nouveau de responsabilités en matière d'accidents, applicable dans les rapports de patron à ouvrier (2). Le premier n'est plus responsable

(1) Voir plus loin, titre II.

(2) *Chambre des Députés*. — Projet de loi de M. J. Roche, Ministre du Commerce, 28 juin 1890. Ann. 746, p. 1427. — Rapport de M. Ricard, 25 février 1892. Ann. 1926, p. 301. — Déclaration d'urgence, discussion et adoption les 18 mai, 3, 5, 6, 8 et 10 juin 1893.

Sénat. — Présentation par M. Terrier, Ministre du Commerce, 26 juin 1893. Ann. 233, p. 488. — Rapport de M. Poirrier, 3 avril 1895. Ann. 73, p. 268. — Première délibération, 9, 10, 11, 13 juin et renvoi à la Commission d'un amendement de M. Bérenger. — Rapport supplémentaire de M. Poirrier, 28 juin 1895. Ann. 146, p. 297. — Suite de la première délibération, 4, 5, 8 juillet, 28, 29 octobre, 7, 8, 11, 21, 22, 25, 26, 28 novembre, 2, 3, 5 décembre 1895. — Deuxième délibération les 24, 28, 30 janvier 1896. — Renvoi à la Commission et démission des membres de la Commission. — Renvoi aux bureaux pour la nomination d'une nouvelle Commission le 3 février 1896. — Rapport de M. Thévenet, le 2 mars 1896. Ann. 48, p. 118. — Suite de la deuxième délibération les 17, 19, 20, 23, 24 mars 1896.

Chambre des Députés. — Présentation par M. Mesureur, Ministre du Commerce, le 2 avril 1896. Ann. 1890, p. 391. — Rapport de M. Maruéjouls, le 7 juillet 1897. Ann. 2624, p. 1509. — Proposition de M. Julien Goujon, le 19 octobre 1897. Ann. 2719, p. 8. — Adoption les 26 et 28 octobre 1897.

Sénat. — Présentation par M. Henri Boucher, Ministre du Commerce, le 5 novembre. Ann. 14, p. 580. — Rapport de M. Thévenet, le 25 janvier 1898. Ann. 15, p. 55. — Première délibération les 3, 4, 7 mars 1898. — Deuxième délibération les 15, 18, 19 mars 1898.

seulement en cas de faute prouvée ou présumée, ni en qualité de propriétaire de l'outillage, mais dans tous les cas et uniquement, dit-on, parce que l'usine ou l'atelier fonctionnent dans son intérêt. Percevant tous les bénéfices de l'entreprise il en doit assumer en toutes les charges éventuelles. C'est le régime du risque professionnel. Si ce régime augmente, dans une large mesure, le nombre de cas de responsabilité patronale, il se complète par le principe de l'indemnité forfaitaire qui limite dans chaque cas les conséquences de cette responsabilité. La réparation due ne s'étend plus comme sous le régime du droit commun au préjudice entier qui a été causé, mais à une fraction seulement de ce préjudice, légalement fixée pour les cas de mort, d'incapacité permanente et d'incapacité temporaire.

10. — L'application de la loi du 9 avril 1898, était limitée par son texte même aux exploitations ou parties d'exploitations dans lesquelles il est fait usage de moteurs inanimés. Avant même sa mise en vigueur, se posa la question de savoir dans quelles conditions elle allait s'appliquer à l'agriculture. On était d'accord pour reconnaître qu'elle s'étendait aux industries permanentes, distilleries, sucreries, fours à chaux, etc..., annexées à certaines exploitations agricoles, mais des protestations s'élevèrent relativement aux travaux temporaires de labourage à vapeur, de battage mécanique qui n'exigent que pour un temps très limité l'usage des moteurs inanimés.

Le législateur avait implicitement posé, comme condition de la réforme, la possibilité donnée au patron responsable de régulariser et de limiter par l'assurance le risque mis à sa charge. Or, il paraissait

Chambre des Députés. — Présentation par M. Henri Boucher, Ministre du Commerce, le 22 mars 1898. Ann. 3142, p. 918. — Rapport de M. Maruéjols. Ann. 3150, p. 929. — Discussion et adoption le 26 mars 1898, — Rectification matérielle au texte de l'article 20, le 30 mars 1898.

Publication le 9 avril 1898.

très difficile de fournir à l'agriculteur, le moyen de s'assurer pour quelques jours ou même quelques heures, contre les risques d'un travail mécanique temporaire, souvent accompli d'ailleurs sous la direction étrangère d'un entrepreneur de battages. Un amendement à la loi nouvelle fut jugé nécessaire et les Chambres adoptèrent en quelques semaines, la loi spéciale du 30 juin 1899, promulguée la veille même de la mise en vigueur de celle qu'elle venait de modifier (1).

11. — Le domaine du risque professionnel reste limité, en matière agricole, aux opérations comportant l'emploi d'un moteur inanimé, mais la responsabilité incombe à l'exploitant du moteur, que ce soit l'agriculteur lui-même pour lequel le travail s'effectue ou un tiers, individu ou collectivité. L'exploitant d'un moteur peut se couvrir des risques encourus par la souscription de police d'assurance flottante ne comportant la détermination ni de l'identité, ni même du nombre des ouvriers employés et basée seulement sur la nature de ses machines et la durée du travail. Cette élasticité est rendue plus nécessaire encore par une autre innovation de la loi du 30 juin 1899, qui ne protège pas seulement les salariés de l'exploitant, mais aussi un ensemble d'assimilés, salariés de l'agriculteur, voisins bénévoles, collaborant à la conduite ou au service des moteurs ou machines.

En dehors des cas limitativement prévus par elle, la loi du 30 juin 1899 stipule expressément, que le système du risque professionnel n'est pas applicable à l'agri-

(1) *Chambre des Députés*. — Proposition de M. Gervais, relative à la résiliation des polices d'assurances souscrites par les chefs d'entreprises soumis à la loi du 9 avril 1898, le 2 mai 1899. Ann. 908. p. 1001. — Proposition de M. Julien Goujon à la séance du 1^{er} juin 1899 d'un article additionnel relatif aux exploitations agricoles. — Proposition par M. Mirman, à la séance du 2 juin, d'un article additionnel relatif aux exploitations agricoles. — Renvoi à la Commission et disjonction des propositions de MM. Julien Goujon et Mirman. — Rapport de M. Mirman, dépôt, lecture et adoption le 8 juin 1899.

Sénat. — Transmission le 9 juin. — Rapport de M. Legludic, dépôt et lecture le 26 juin 1899. — Déclaration de l'urgence. — Discussion et adoption avec modifications le 29 juin 1899.

Chambre des Députés. — Transmission le 29 juin 1899. Rapport de M. Mirman, dépôt, lecture et adoption le 30 juin 1899.

culture. Pour tout accident qui ne résulte pas de l'emploi d'un moteur inanimé, les règles de responsabilité applicables aux travaux agricoles restent celles du droit commun posées par le Code civil et précisées par une jurisprudence dont nous avons précédemment suivi l'évolution générale. L'étude du régime complexe qui résulte de cette combinaison se divisera donc naturellement en deux parties consacrées, l'une à la responsabilité fondée sur le risque professionnel, l'autre à la responsabilité fondée sur la faute prouvée ou présumée.

TITRE I

RESPONSABILITÉ FONDÉE SUR LE RISQUE PROFESSIONNEL

SOMMAIRE

1. — **A quels accidents s'applique le risque professionnel?** — *Industries agricoles annexes : distilleries, sucreries, laiteries etc. — Rapport entre l'accident et le travail accompli. — Travaux mécaniques. — Moteurs inanimés. — A quels travaux s'étend la conduite ou le service des machines?*
 2. — **Qui est responsable?** — *Industries annexes. — Responsabilité du chef d'entreprise : propriétaire, fermier, métayer, — Travaux mécaniques. — L'exploitant du moteur. — Recours en cas d'insolvabilité.*
 3. — **Envers qui est-on responsable?** — *Détermination légale. — Conjoint, enfants, ascendants et descendants.*
 4. — **Dans quelle mesure est-on responsable?** — *Tarif légal. — Salaire de base. — Taux des indemnités temporaires ou permanentes. — Cas d'atténuation ou d'aggravation. — Garanties.*
 5. — **Procédure.** — *Compétence. — Assistance judiciaire. — Transactions. — Prescription.*
-

12. — L'application du principe du risque professionnel aux travaux agricoles a été limitativement précisée, par la loi du 30 juin 1899, dont l'article unique est ainsi conçu :

« Les accidents occasionnés par l'emploi de machines agricoles mues par des moteurs inanimés et dont sont victimes, par le fait ou à l'occasion du travail, les personnes, quelles qu'elles soient, occupées à la conduite ou au service de ces moteurs ou machines, sont à la charge de l'exploitant dudit moteur.

« Est considéré comme exploitant, l'individu ou la collectivité qui dirige le moteur ou le fait diriger par ses préposés.

« Si la victime n'est pas salariée ou n'a pas un salaire fixe, l'indemnité due est calculée selon les tarifs de la loi du 9 avril 1898, d'après le salaire moyen des ouvriers agricoles de la commune.

« En dehors du cas ci-dessus déterminé, la loi du 9 avril 1898 n'est pas applicable à l'agriculture ».

De ce texte complexe et des débats qui l'ont précédé peuvent être dégagés les deux principes suivants :

I. — *Hors le cas spécial d'emploi d'un moteur inanimé, l'agriculture n'est pas soumise à la loi du 9 avril 1898, mais cette exclusion ne s'applique qu'aux travaux agricoles proprement dits; elle ne saurait être étendue aux ateliers ou chantiers industriels qui peuvent être adjoints à certaines exploitations rurales.*

Cela résulte des termes mêmes du paragraphe final, de la loi du 30 juin 1899, qui ne parle que de l'agriculture, et qui, à titre d'exception dans l'exception, doit être interprété restrictivement. C'est ce qu'exprimait aussi M. Legludic, rapporteur, au cours de la discussion au Sénat : « Au moment, disait-il, où nous mettons en dehors des accidents agricoles, l'agriculture proprement dite, c'est-à-dire *non pas la partie industrielle de l'agriculture*, mais tout ce qui se passe dans la ferme, dans l'écurie, l'étable, on vient vous demander, etc... »

La conséquence de ce principe, c'est que, contrairement à l'interprétation d'abord donnée par M. René

Worms (1), par MM. Vassart et Nouvion-Jacquet (2), le droit commun en matière d'accidents agricoles reste l'ensemble des règles posées par le Code civil, le système de la faute ; le régime du risque professionnel ne s'applique qu'exceptionnellement aux industries annexes et aux travaux agricoles pour lesquels il est fait usage de moteurs inanimés. Les auteurs précités signalent l'exemple d'un ouvrier appelé par le travail de la ferme, à proximité d'une machine en marche, mais à l'emploi de laquelle il reste absolument étranger. Ils estiment que si la machine vient à faire explosion et le blesse, il pourra se prévaloir de la loi du 9 avril 1898. Nous ne le pensons pas ; car, d'une part, l'ouvrier en question ne se trouvait pas dans le cas spécial prévu par la loi du 30 juin 1899 ; d'autre part, cette loi même stipule expressément qu'en dehors de ce cas spécial, la loi du 9 avril 1898 n'est pas applicable aux travaux agricoles.

II. — *Toutes les prescriptions particulières de la loi du 9 avril 1898, s'appliquent aux accidents agricoles visés par la loi du 30 juin 1899, dans tous les cas où cette dernière n'y a pas expressément dérogé.*

La loi du 30 juin 1899 n'a eu pour but, suivant les expressions de M. Mirman, son rapporteur à la Chambre, que de régler les conditions dans lesquelles la loi du 9 avril 1898 sera applicable à l'agriculture. Elle s'y réfère expressément en ce qui concerne les tarifs d'indemnité forfaitaire. En excluant finalement son application dans tous les cas non prévus, elle l'admet implicitement pour ceux qu'elle prévoit, sauf les dérogations expresses, relatives à la détermination de la personne responsable et à l'assimilation d'un certain nombre de tiers aux salariés protégés.

(1) RENÉ WORMS : Communication à la *Société nationale d'Agriculture de France*, séance du 21 juillet 1899.

(2) VASSART et NOUVION-JACQUET : *Les accidents du travail*, tome III, p. 120.

Par application de ces deux principes, nous déterminerons successivement :

1° A quels accidents s'applique le risque professionnel ?

2° Qui est responsable ?

3° Envers qui est-on responsable ?

4° Dans quelle mesure est-on responsable ?

5° Quels sont les règles de procédure applicables à l'action en responsabilité ?

Sur ces divers points, il subsiste en jurisprudence des divergences notables et plus d'une incertitude : la mise en vigueur de la loi du 9 avril 1898 est encore trop récente pour que la Cour de cassation ait pu être appelé à accomplir son œuvre critique d'unification (1).

1°. A quels accidents s'applique le risque professionnel.

13. — *Industries agricoles.* — Le régime du risque professionnel s'applique en premier lieu à « la partie industrielle de l'agriculture », c'est-à-dire à tous les travaux qui ne sont pas proprement agricoles, et qui peuvent constituer des entreprises distinctes : usines, chantiers, carrières, entreprises de transport, de chargement et de déchargement, visés par la loi du 9 avril 1898.

14. — Il paraît en être ainsi spécialement des distilleries, sucreries, féculeries agricoles, ainsi que des fours à chaux, moulins et autres chantiers de transformation annexés à certaines exploitations rurales.

On a même considéré comme constituant une manufacture aux termes de l'article premier de la loi du 9 avril 1898, une entreprise de laiterie, d'ailleurs indépendante

(1) Les divers jugements et arrêts rendus en matière d'accidents du travail ont été réunis par la *Direction de l'assurance et de la prévoyance sociale du Ministère du Commerce* en un recueil périodique, dont quatre fascicules ont été déjà publiés : I, mars 1900; II, mai 1900; III, décembre 1900; IV, février 1901. Les citations que nous aurons à faire se référeront à cette publication et donneront, pour chaque décision, le numéro du fascicule et la page.

de toute exploitation agricole et opérant le transport, la manutention et l'expédition des produits recueillis, transformés et vendus (1). Cette décision ne pourrait être étendue aux laiteries annexées à la plupart des exploitations rurales que dans le cas où elles comporteraient le même caractère d'entreprise industrielle avec transformations mécaniques, transports en gros, etc.

Pour qu'un travail agricole puisse être exceptionnellement soumis à la loi du 9 avril 1898, il faut qu'il constitue une entreprise bien distincte : l'ouvrier agricole chargé de transporter des betteraves de la ferme à une sucrerie ne saurait s'en prévaloir (2).

L'exploitation forestière des coupes de bois limitée aux opérations d'ébranchage, d'abattage et de tronçonnage sans l'emploi d'aucun moteur inanimé, et où les ouvriers travaillent soit isolément, soit par petits groupes, a été plusieurs fois considérée comme ne constituant pas un chantier proprement dit, mais cette solution paraît discutable (3); il suffit que le sciage des bois abattus s'opère sur place pour faire décider, au contraire, que l'exploitation d'une coupe de bois constitue une exploitation industrielle (4). Un grand nombre de propriétaires préfèrent éviter les risques d'une jurisprudence flottante en n'employant pas directement dans leurs coupes des ouvriers salariés et en donnant le travail à exécuter à l'entreprise à des commandites ouvrières.

15. — Dans les entreprises assujetties, tous les accidents n'engagent pas indistinctement la responsabilité du patron; il faut, pour que celui-ci soit de plein droit responsable d'un accident, en vertu du risque profes-

(1) *Tribunal de Rochefort*, 6 mars 1900, II, 87.

(2) *Tribunal de Compiègne*, 14 mars 1900, II, 102.

(3) *Trib. de Saint-Dié*, III, 301 et 303. — *Trib. de Saint-Fargeau*, III, 75. — *Trib. de Grenoble*, IV, 147.

(4) *Trib. de Tulle*, IV, 61. — *Cour de Limoges*, IV, 253.

sionnel dont il a la charge, que cet accident se soit produit par le fait ou à l'occasion du travail.

16. — Il n'est ni nécessaire, ni suffisant que l'accident survienne pendant la durée du travail. D'une part, en effet, l'accident survenu pendant une interruption régulière, momentanée, et pendant laquelle l'ouvrier reste soumis aux règlements du chantier, est un accident du travail (1). D'autre part, si l'accident survenu pendant la durée même du travail a pu être présumé accident du travail par certains jugements, ce n'est que sous réserve formelle de la preuve contraire (2). D'après d'autres décisions, il appartient, même dans ce cas, à l'ouvrier de prouver le caractère professionnel de l'accident, son lien nécessaire et précis avec le travail accompli (3).

17. — Il n'est pas davantage nécessaire ni suffisant que l'accident se soit produit sur le lieu du travail. D'une part, en effet, l'application de la loi n'est pas limitée aux locaux des usines et manufactures ; tout accident du travail est régi par la loi quel qu'en soit le lieu, et spécialement un ouvrier convoyeur employé par une entreprise de laiterie, tué dans une gare où il devait prendre son chargement, est victime d'un accident du travail (4). Mais cette protection ne s'étend qu'aux missions extérieures se rattachant étroitement au travail de l'usine ; on ne considère pas comme protégés l'ouvrier d'industrie qu'on a chargé de faire partir des bombes dans une fête publique (5), ou l'ouvrier industriel détaché pour la journée à un travail agricole, tel que le transport d'instruments de vendanges (6).

(1) *Cour de Rouen*, 28 février 1900, II, 144. ; 26 décembre, 1900, IV, 289.

(2) *Cour d'Amiens*, 26 juin 1900, III, 472. — *Tribunal de Lorient*, 26 juin 1900, IV, 73.

(3) *Justice de paix de Paris*, XVII^e arrondissement, 21 mars 1900, I, 54. — *Tribunal de la Seine*, 28 mai 1900, III, 283.

(4) *Tribunal de Rochefort*, 6 mars 1900, II, 87.

(5) *Tribunal de Saint-Gaudens*, 12 mars 1900, III, 137.

(6) *Tribunal de La Réole*, 21 mars 1900, III, 162.

D'autre part, il ne suffit pas pour qu'un accident soit considéré comme survenu par le fait ou à l'occasion du travail qu'il se soit produit sur le lieu de ce travail (1). Les accidents causés par la seule curiosité de la victime (2), ou survenus à la suite d'un pari (3) ne sont pas des accidents du travail.

18. — Il n'existe pas de criterium absolu permettant de dire que tel accident est survenu par le fait ou à l'occasion du travail, et qu'il rentre à ce titre dans la prévision de la loi du 9 avril 1898. Les tribunaux paraissent s'inspirer alternativement pour la solution de chaque espèce de deux idées, que le législateur a certainement eues en vue, sans les distinguer toujours très exactement. La première, c'est que la responsabilité de plein droit édictée par la loi nouvelle serait la compensation des risques particuliers courus par les ouvriers, soit quand il est fait emploi de machines, soit quand les travailleurs se trouvent seulement concentrés dans un même atelier ou chantier. La conséquence de cette première idée est que la responsabilité de plein droit ne doit être étendue qu'aux accidents provenant de ce risque particulier (4). Sont exclus, en particulier, les accidents causés par la force majeure : foudre (5), tempête (6).

Cette conception paraît abandonnée par d'autres arrêts qui, prenant pour base l'idée que les accidents de toute nature survenant dans l'exercice d'une industrie sont une charge normale de la production, décident que la responsabilité s'étend précisément à ceux dont « la réparation peut être considérée économiquement

(1) *Cour de Dijon*, 9 mai 1900, III, 451.

(2) *Tribunal du Havre*, 18 janvier 1900, I, 140.

(3) *Tribunal de Brives*, 23 mai 1900, III, 272.

(4) *Tribunal civil de Rouen*, 5 janvier 1900 : « Attendu que l'accident n'a pas été le résultat du danger spécial auquel X... était exposé par suite de l'exercice de sa profession... », II, 47.

(5) *Tribunal de Bourg*, 30 janvier 1900, I, 160.

(6) *Tribunal de Nantes*, 7 mai 1900, III, 228.

comme faisant partie des frais généraux de l'entreprise » (1). La jurisprudence, ni le législateur n'ont d'ailleurs tiré de cette idée toutes ses conséquences : elle conduira vraisemblablement quelque jour, à élargir l'énumération limitative de l'article premier de la loi de 1898, et à faire supporter à tout entrepreneur, quelle que soit l'entreprise, les charges considérées comme rentrant dans les frais normaux de la production.

19. — *Travaux mécaniques.* — En dehors des industries annexes dont il a été précédemment question, le régime du risque professionnel ne s'applique aux travaux agricoles que dans les conditions précisées par l'article unique de la loi du 30 juin 1899.

La première de ces conditions est l'emploi d'un moteur inanimé. Il n'est pas expliqué plus complètement de quels moteurs il s'agit ; la disposition doit donc être étendue, bien que les travaux préparatoires ne parlent que de battage et de labourage à vapeur, non seulement aux moteurs à vapeur, à pétrole ou à alcool, mais aux moteurs qui mettent en œuvre une force naturelle, celle du vent ou des cours d'eau, machines élévatoires, turbines, etc. On doit en exclure, par contre, les machines qui transforment seulement une force humaine ou animale : coupe-racines, hache-paille, tarares mus à la main, manèges, moteurs par élévation comme ceux qu'on emploie dans certaines contrées pour appliquer la force des animaux aux battages mécaniques. Encore que dans ces derniers cas, les risques soient le plus souvent aussi grands que dans les premiers, les termes formels de la loi imposent la distinction.

Dès qu'il est fait emploi d'un moteur inanimé, les risques encourus par le patron s'étendent non seulement à ces moteurs même, mais aussi à toutes les machines qu'ils commandent. Il n'y avait pas lieu de distinguer dans cet ensemble mécanique solidaire,

(1) *Tribunal de Dijon*, 15 février 1900, III, 112.

entraîné par un même invincible et brutal mouvement. La loi parle indifféremment des accidents causés par les moteurs ou les machines.

20. — La seconde condition pour qu'une personne atteinte par un accident puisse prétendre à l'indemnité forfaitaire, est que cette personne ait été « occupée à la conduite ou au service » des moteurs ou machines. Par une innovation très importante, la loi du 30 juin 1899 ne parle plus seulement des ouvriers et employés salariés par l'exploitant. Elle leur assimile toutes personnes « quelles qu'elles soient » collaborant, fût-ce accidentellement, sous sa direction, à la conduite ou au service des machines. Une telle extension a paru nécessaire par les conditions dans lesquelles s'effectuent le plus souvent les battages mécaniques dans les petites exploitations rurales. « Comment les choses se passent-elles ici ? dit M. Mirman, dans son rapport à la Chambre. L'entrepreneur de battages vient avec sa machine accompagné d'un petit nombre d'aides, qui sont ses propres salariés ; le cultivateur intéressé fait appel au concours de quelques amis et voisins ; ceux-ci le lui accordent gracieusement et à charge de revanche ; parmi les personnes occupées à l'opération se trouvent donc, le plus souvent, de petits propriétaires non salariés au sens exact de ce mot, mais indiscutablement travailleurs, de ressources infiniment modestes, gagnant leur vie par l'effort quotidien de leurs bras.

« Quand la batteuse est en activité, quand la cour de la ferme ou la petite place voisine est emplie de bruit et de poussière, les quinze ou vingt personnes, hommes et femmes, qui servent la machine vont, viennent, s'agitent, obéissent au même signal, supportent les mêmes fatigues, chantent les mêmes refrains joyeux, sans qu'il soit possible de distinguer à leurs efforts, à leurs fatigues, à leurs dangers, ceux qui sont salariés et ceux qui ne le sont point.

« Il serait souverainement injuste et funeste au point de vue social d'établir une différence entre les uns et

les autres ; de n'accorder les bénéfices de la loi qu'à une partie seulement de ce groupe d'hommes, camarades de labeur, besognant en commun, et d'en priver arbitrairement les autres.

« Nous avons, en conséquence, mis dans notre texte ces mots : « Les personnes, quelles qu'elles soient, occupées à la conduite ou au service.... »

21. — Les difficultés qu'ont à résoudre les juges dans chaque espèce ne portent donc pas sur le lien de droit existant entre la victime et la personne responsable, mais sur la question de fait de savoir si la victime était, au moment de l'accident, employée à la conduite ou au service des moteurs ou machines. D'après certains auteurs (1) qui s'inspirent notoirement plus des intentions humanitaires du législateur que des termes précis de la loi, le service des machines s'étendrait à tout travail s'exécutant dans la ferme pendant la présence du moteur, pour si peu qu'il se rattache aux opérations mécaniques. Leur criterium paraît être que le service des machines comprend toutes les manipulations des matières mêmes qui sont soumises aux machines, soit à l'entrée, soit à la sortie. Ils en concluent que le risque professionnel protège jusqu'à l'ouvrier qui, dans une grange éloignée de la batteuse, dresse la paille en meules et se blesse en tombant.

Cette solution a été formellement repoussée par la jurisprudence (2) qui, dans son ensemble, adopte au contraire, l'interprétation la plus restrictive. Se fondant sur cette idée que la loi n'a eu pour but que de protéger les ouvriers contre l'aggravation de risques provenant de l'emploi de moteurs inanimés, elle n'en étend l'application qu'à ceux qui encourent ces risques en entrant en contact matériel avec le moteur ou la machine et qui reçoivent de ce contact une blessure.

Conformément à ce principe, elle n'accorde aucune

(1) VASSART et NOUVION-JACQUET : *Les Accidents agricoles*, III, 120.

(2) *Cour de Limoges*, 13 février 1900, I, 198.

réparation à l'ouvrier qui tombe d'un charriot du haut duquel il lançait les gerbes à la batteuse (1), ou à l'ouvrière qui, occupée à chasser la paille à la sortie de la batteuse, est blessée par la fourche d'une de ses compagnes (2).

Cette interprétation apparaît manifestement trop étroite dans l'hypothèse où la machine vient à faire explosion. Il paraît juste, au moins dans ce cas, d'admettre à réclamer l'indemnité forfaitaire tous ceux qui, suivant l'expression du rapporteur de la loi de 1899 au Sénat, « s'agitent dans le champ d'action de la machine », non seulement les chauffeurs mécaniciens, ouvriers montés sur la batteuse ou recevant d'elle les produits transformés, mais tous ceux qui, pour apporter ou emporter ces produits, sont obligés d'entrer dans ce qu'on pourrait appeler la zone dangereuse. Il nous paraît, en outre, que cette interprétation, sensiblement plus large, doit prévaloir dans le plus grand nombre de cas, même lorsque la blessure ne provient pas directement de la machine. Ce qu'il faut rechercher pour tous les accidents qui se produisent dans les opérations annexes, c'est si le travail mécanique même n'a pas rendu ces opérations plus dangereuses, en imposant, par exemple, une besogne plus rapide, dans des conditions inaccoutumées, ou en forçant à concentrer exceptionnellement un grand nombre d'ouvriers sur un petit espace. En un mot, la machine n'aggrave pas seulement les risques courus par le seul fait de son fonctionnement mécanique, mais aussi en ce que sa seule présence apporte des perturbations graves dans l'organisation ordinaire du travail agricole. Le risque professionnel doit, selon nous, s'étendre aux accidents provenant de cette dernière aggravation et, à ce point de vue, les arrêts précités relatifs à l'ouvrier qui tombe du haut d'un charriot en lançant des gerbes à la

(1) *Cour d'appel de Caen*, 31 juillet 1900, III, 494.

(2) *Cour d'appel de Rennes*, 26 juillet 1900, III, 493.

batteuse, ou à l'ouvrière qu'une autre blesse avec sa fourche alors qu'elles étaient obligées de travailler vite et côte à côte à la sortie de la batteuse, nous semblent critiquables. Les jugements de première instance qu'ils ont réformé, avaient décidé en sens contraire, pour des motifs qui nous paraissent plus exactement déduits (1).

En tout cas, la responsabilité de l'exploitant du moteur ne saurait être engagée qu'envers ceux dont il a accepté au moins tacitement la collaboration et dans les limites où il l'a acceptée. Un ouvrier qui monte sur la batteuse sans y avoir rien à faire et par simple curiosité, ne saurait prétendre à aucune indemnité (2). L'ordre donné par l'agriculteur à un de ses propres ouvriers de collaborer au battage n'engage pas l'exploitant du moteur, qui a ignoré cette collaboration et n'a pu l'accepter (3). En le décidant, la Cour d'Angers a cru devoir prononcer dans ce cas, en vertu de la loi du 9 avril 1898, la responsabilité du patron qui employait, d'ailleurs son ouvrier dans une usine industrielle ; mais cette seconde partie de la décision nous paraît contraire à ce double principe que l'ouvrier d'industrie momentanément employé à des travaux agricoles, n'est pas protégé, et que les travaux agricoles ne donnent lieu à la responsabilité de plein droit que dans les conditions et entre les personnes déterminées par la loi du 30 juin 1899. Il nous paraît qu'il eût été plus juridique de rechercher dans les faits de la cause, comme l'avaient fait les premiers juges (4), les éléments d'une faute commise par le patron et d'en faire découler sa responsabilité conformément au droit commun.

22. — La loi du 30 juin 1899 complète les conditions imposées à son application par son exigence que l'accident se soit produit « par le fait ou à l'occasion du

(1) *Tribunal d'Argentan*, 9 janvier 1900, I, 122. — *Tribunal de Nantes*, 7 mai 1900, III, 228.

(2) *Tribunal de Laval*, 4 avril 1900, II, 135.

(3) *Cour d'appel d'Angers*, 16 janvier 1900, I, 195.

(4) *Tribunal d'Angers*, 12 décembre 1899, I, 80.

travail effectué ». Dans la plupart des cas, cette exigence se confond avec la précédente ; elle confirme d'ailleurs notre interprétation en comprenant dans sa formule, non seulement les accidents immédiatement causés par le fait du travail, c'est-à-dire ceux qui sont causés par les machines elles-mêmes, mais aussi ceux qui se produisent à l'occasion de ce travail dans les opérations accessoires. Il n'a pu se poser de question spéciale sur ce point que dans le cas où un ouvrier avait été blessé par les machines, non pendant leur fonctionnement, mais pendant leur transport. Certains tribunaux décident que ce genre d'accident n'est pas prévu et protégé, parce que, suivant leur principe commun, les machines, en dehors du temps où elles fonctionnent et pendant leur transport, n'offrent pas plus de risques qu'une voiture ordinaire et ne sauraient bénéficier alors d'un régime de faveur (1). Nous pensons, au contraire, que les opérations relatives au transport des machines rentrent dans le « service » de ces machines largement compris et qu'elles doivent profiter du même régime que le travail à l'occasion duquel elles sont effectuées (2). Il ne paraît pas, d'ailleurs, absolument exact de dire qu'une machine n'offre pas dans son transport plus de dangers qu'un charriot ordinaire. Son poids exceptionnel, la disposition particulière de ses organes peuvent comporter des précautions, et partant, des risques inaccoutumés.

Si l'ouvrier doit établir que l'accident dont il a été victime est bien un accident du travail, c'est tout ce que la loi exige de lui. La responsabilité est encourue de plein droit sans qu'il ait à justifier d'aucune faute commise par le patron, ni que celui-ci puisse s'exonérer en prouvant que l'ouvrier en a commis une même inexcusable. La faute inexcusable de l'ouvrier est,

(1) *Tribunal de Montauban*, 22 mars 1900, III, 165.

(2) « Le service de la machine s'entend de toutes les opérations qui facilitent son fonctionnement : nettoyage, montage, déplacement, mise en marche... », Georges GRAUX, député, article de la *République Française*, cité par le *Bulletin des Halles*, 29 juillet 1899.

comme nous le verrons, susceptible de diminuer l'étendue de la responsabilité patronale, mais non de la faire disparaître. Seule, la faute intentionnelle de l'ouvrier produirait ce résultat. On ne saurait indemniser celui qui s'est exprès rendu victime d'un accident.

2° — Qui est responsable ?

23. — *Industries annexes.* — La loi du 9 avril 1898, applicable aux industries annexées à certaines exploitations rurales, impose la responsabilité des accidents qui frappent les ouvriers de ces industries, au chef d'entreprise. Ce chef sera le plus souvent, soit le propriétaire lui-même, soit son fermier qui supporteront seuls, suivant les cas, toute la responsabilité. Il arrivera bien rarement qu'une industrie agricole soit exploitée par métayage. Si néanmoins l'espèce venait à se présenter nous pensons que ni le maître, ni le colon, ne pourraient être considérés chacun séparément comme seul chef de l'industrie et partant seul responsable. D'autre part, la responsabilité de plein droit édictée par la loi du 9 avril 1898, n'étant pas fondée sur un quasi-délit, il serait impossible, en l'absence de texte spécial, de prononcer leur responsabilité solidaire. On devrait donc rechercher, d'après les circonstances de fait et les clauses particulières du contrat de métayage, quel est celui du maître ou du colon, qui exerçait la part d'autorité la plus considérable et le déclarer principalement responsable, sous réserve du droit de faire figurer au compte d'exploitation le montant de la condamnation prononcée, qui se répartirait en définitive entre les parties, dans la même proportion que les produits du domaine. C'est ce résultat qu'il s'agit surtout d'atteindre, puisque les accidents sont considérés dans le régime du risque professionnel comme des charges normales de la production.

24. — L'ouvrier victime d'un accident au cours de son travail, par la faute d'un tiers qui se trouve

responsable envers lui aux termes du droit commun, a le choix entre l'action de la loi de 1898 contre le patron, et l'action contre le tiers fondée sur les articles 1382 et suivants du Code civil. Il peut avoir avantage à exercer la première, si la preuve d'une faute n'est pas nettement établie contre le tiers responsable. Dans le cas contraire, la seconde peut lui faire obtenir, d'une part une indemnité intégrale plus étendue que l'indemnité forfaitaire, d'autre part un capital dans les cas où la loi du 9 avril 1898 ne lui alloue qu'une rente (1). En tout cas, si l'ouvrier n'obtient par l'action directe contre le tiers responsable, qu'une indemnité inférieure au tarif prévu par la loi précitée; il lui reste le droit de réclamer au patron la différence. Mais s'il a d'abord agi contre son patron, il ne saurait exercer une nouvelle action contre le tiers responsable (2).

25. — Si l'ouvrier néglige d'exercer l'action qui lui appartient, contre les tiers responsables, le chef d'entreprise pourra, dit l'article 7 de la loi du 9 avril 1898, exercer cette action à ses risques et périls et en son lieu et place. Quand et dans quelle mesure le patron pourra-t-il exercer cette action? Une importante décision du Tribunal de la Seine (Référés) (3), répond que le patron est en quelque sorte constitué caution du tiers responsable et en tire cette double conséquence : 1° que le patron peut, conformément aux dispositions de l'article 2032 du Code civil relatif à la caution, exercer l'action de son ouvrier contre le tiers responsable, dès qu'il est touché par une demande d'indemnité de sa part; 2° que le patron ne peut demander au tiers responsable que le montant de l'indemnité qui sera finalement mise à sa charge. Cette assimilation nous paraît légitime en droit et équitable

(1) Pour éviter cette source de procès, la Chambre a adopté, dans sa séance du 23 mai 1901, une modification à l'article 7 de la loi du 6 avril 1898. portant que les indemnités dues par les tiers responsables « seront attribuées sous forme de rentes servies par la Caisse nationale des retraites ».

(2) *Justice de paix de Neuilly*, 3 janvier 1900, I, 33.

(3) *Tribunal de la Seine (Référés)*, 13 février 1900, I, 182.

dans ses conséquences. La demande adressée par l'ouvrier au patron est une preuve suffisante qu'il renonce à exercer l'action directe contre le tiers responsable. Il serait, d'autre part, inadmissible que le patron puisse s'enrichir par l'accident survenu à son ouvrier en obtenant plus du tiers responsable qu'il ne serait tenu de donner à la victime.

26. — La jurisprudence a décidé à plusieurs reprises que l'action oblique du patron contre le tiers responsable, fondée sur un quasi-délit est absolument indépendante de l'action de l'ouvrier contre le patron, basée sur les obligations légales dérivant du contrat de louage d'ouvrage (1). Elle en conclut que le patron ne pourra agir que par voie directe et principale, sans être admis à mettre en cause ou à appeler en garantie le tiers responsable, dans l'action dirigée contre lui par son ouvrier.

27. — *Travaux mécaniques.* — La loi du 30 juin 1899, décide sans distinction, que les accidents, survenus dans les conditions précédemment précisés, par suite de l'emploi d'un moteur inanimé sont à la charge de l'exploitant du moteur.

Si l'agriculteur est propriétaire du moteur ou s'il l'a loué, mais pour en diriger lui-même les travaux, il sera naturellement considéré comme seul exploitant responsable.

Si au contraire le moteur est exploité et dirigé par un entrepreneur auquel il appartient ou qui l'a loué, c'est cet entrepreneur seul qui est responsable à l'exclusion, d'une part de l'agriculteur pour lequel le travail s'effectue, d'autre part du propriétaire du moteur « dont la machine est actionnée, dirigée, exploitée de place en place, par un autre que lui et peut-être fort loin de lui (2). »

(1) *Tribunal de Dijon*, 15 mars 1900, II, 103. — *Tribunal de la Seine (4^e Chambre)*, 7 avril 1900, II, 139. — *Tribunal du Havre*, 22 juin 1900, III, 345. — *Tribunal de la Seine (Vacations)*, 18 septembre 1900, IV, 134.

(2) Rapport de M. Mirman.

Il en serait évidemment autrement si le prétendu exploitant n'était qu'un préposé du propriétaire, dirigeant pour son compte le travail du moteur : c'est une question de fait qu'il appartient aux tribunaux de trancher dans chaque espèce, d'après les conventions intervenues entre eux.

Si, enfin, le moteur appartient à une collectivité, commune, syndicat, etc., la responsabilité lui incombe de même, mais seulement « si elle exploite et fait diriger le moteur par ses préposés ». « Nous estimons, dit M. Mirman, rapporteur à la Chambre, que ce texte répond, en outre, nettement au cas où le moteur serait la propriété d'une collectivité telle que association communale ou syndicat. Si le syndicat prête ou loue le moteur au cultivateur, laissant à celui-ci le soin de le diriger lui-même ou de choisir le préposé qui le dirigera, le prêt ou la location de la machine inerte ne saurait en toute justice, engager la responsabilité de son propriétaire; c'est celui qui met le moteur en œuvre, qui l'actionne, qui le dirige ou le fait diriger, qui lui donne le mouvement, la puissance agissante et aussi la puissance destructive en cas d'accidents, c'est lui, disons-nous, qui sera considéré comme l'exploitant.

« Si au contraire — et il serait à tous égards préférable que cette situation fût le cas général — si le syndicat attache au moteur qu'il possède un préposé choisi par lui, chargé de le diriger, c'est, affirme notre texte, le syndicat qui est l'exploitant réel du moteur, le cultivateur n'étant plus réduit qu'à un rôle absolument passif »

28. — L'exploitant d'un moteur profite de la même subrogation que le chef d'industrie dans les droits de ceux qu'il emploie envers les tiers responsables d'un accident, s'ils négligent de les exercer eux-mêmes et préfèrent s'adresser uniquement à lui.

29. — Au cours de la discussion de la loi du 30 juin 1899, devant le Sénat, un amendement présenté par M. Félix Martin, posa la question de savoir si, en cas d'insolvabilité de l'exploitant du moteur, un recours ne devait pas être donné contre le propriétaire pour lequel s'effectuait le travail, aux ouvriers mis par lui à la disposition de l'exploitant. La question ne concernait pas le cas d'incapacité permanente pour lequel la loi du 3 avril 1898 a remédié à l'insolvabilité de ceux qu'elle déclare responsables par la constitution d'un fonds commun de garantie alimenté par une légère augmentation des patentes. Mais au cas d'incapacité temporaire, MM. Félix Martin, Séblin, Bérenger, auraient voulu que l'on inscrivit dans la loi le principe d'une responsabilité subsidiaire de l'agriculteur à l'égard de ses propres ouvriers, qu'il aurait par son ordre exposé au risque d'accidents dont il leur serait impossible d'obtenir réparation. L'amendement présenté en ce sens fut repoussé, mais on avait émis au cours de la discussion l'opinion que l'ouvrier auquel la loi nouvelle n'aurait mis en main « qu'un verre vide » pourrait, conformément aux règles du droit commun, se faire indemniser par son patron en justifiant contre lui d'une faute. Reste à savoir s'il a vraiment cette faculté et quelles seront dans ce cas particulier, les éléments de la faute.

La loi du 9 avril 1898, applicable en cela dans les cas prévus par celle du 30 juin 1899, dispose que les ouvriers victimes d'accidents, ne peuvent se prévaloir d'aucunes dispositions autres que celles de cette loi. Cette règle ne nous paraît pas opposable à l'ouvrier agricole dans l'action qu'il intenterait à son propre patron, car elle ne s'applique évidemment que dans les rapports entre l'ouvrier et le chef d'industrie, principalement responsable, c'est-à-dire en l'espèce, l'exploitant du moteur. L'agriculteur auquel s'adresse l'ouvrier à défaut de cet exploitant n'est, au point de vue spécial de la loi du 30 juin 1899, qu'un tiers responsable, or, la loi du 9 avril 1898 laisse à la victime le choix entre

l'action exceptionnelle contre le chef d'industrie et l'action du droit commun contre les tiers responsables. Le cumul interdit par la jurisprudence entre les deux réparations qu'elles sont susceptibles de faire obtenir à la victime, ne se produirait évidemment pas en cas d'insolvabilité de l'exploitant du moteur.

La faute de l'agriculteur pourra nous semble-t-il être facilement établie par l'ouvrier. Le fait de choisir un entrepreneur de battages incapable de répondre d'un accident, ou mieux de ne pas exiger de lui la justification qu'il est assuré, constituent des négligences assez graves pour engager sa responsabilité envers les ouvriers qu'il envoie collaborer au battage. On objectera qu'en repoussant l'amendement qui lui était présenté, le Sénat a estimé, sans doute, que cette faute n'était pas suffisante pour le faire prononcer la responsabilité de l'agriculteur, mais ce n'est là qu'une appréciation que rien dans le texte voté ne rend obligatoire. En dehors des prescriptions formelles de ce texte, le droit commun continue d'être applicable et le droit commun en l'espèce c'est la liberté absolue qu'ont les tribunaux d'apprécier souverainement les éléments constitutifs de la faute.

3° — Envers qui est-on responsable ?

30. — Les ayants-droit à indemnité ont été limitativement déterminés par l'article 3 de la loi du 9 avril 1898, avec une précision qui ne donne guère lieu à interprétation. En cas d'incapacité temporaire ou permanente, la victime est seule admise à demander réparation.

31. — En cas de mort, ce droit appartient en premier lieu au conjoint survivant pourvu que, marié avant l'accident, il ne soit ni divorcé, ni séparé de corps. S'il est seulement séparé de fait son droit subsiste intégralement sans qu'il ait besoin, par exemple,

d'établir qu'il recevait des subsides du conjoint décédé (1). S'il vient à se remarier, il lui est alloué pour indemnité totale le triple de la rente à laquelle il avait droit.

32. — Les enfants, légitimes ou naturels, reconnus avant l'accident, âgés de moins de 16 ans, ont également droit jusqu'à cet âge à une pension variable suivant leur nombre et suivant que l'accident les rend orphelins de père et de mère ou de l'un d'eux seulement.

La question s'est posée de savoir, si la rente doit être allouée pour un enfant conçu au moment de l'accident.

L'affirmative a été unanimement admise (2), les divergences ne portant que sur la convenance qu'il peut y avoir à déterminer provisionnellement la rente à allouer à partir du jour de la naissance ou à réserver jusque-là cette détermination.

33. — Si la victime n'a ni conjoint, ni enfants, chacun des ascendants et descendants qui étaient à sa charge a droit à une rente, viagère pour les ascendants et payable jusqu'à 16 ans pour les descendants. Cette disposition est limitative, les frères et sœurs de la victime, par exemple, ne sauraient prétendre à aucune indemnité, même en établissant qu'ils étaient à sa charge (3). La loi ne distingue d'ailleurs pas entre les ascendants et les descendants légitimes ou naturels; les seconds ont les mêmes droits que les premiers, pourvu que la reconnaissance d'où résulte la parenté naturelle ait eu lieu avant l'accident (4). En aucun cas, la possession d'état d'ascendant ou de descendant naturel ne saurait suppléer à une reconnaissance régulière (5).

(1) *Tribunal du Havre*, 12 mai 1900, III, 244.

(2) *Tribunal de la Seine*, 10 octobre 1900, IV, 140. — *Tribunal d'Arras*, 29 mars 1900, III, 177.

(3) *Tribunal de la Seine*, 17 novembre 1900, IV, 191.

(4) *Tribunal de Cambrai*, 5 juillet 1900, III, 374.

(5) *Tribunal de Montauban*, 16 février 1900, III, 413.

La parenté ne suffit pas à créer aux ascendants et descendants le droit à la pension, il faut encore qu'ils établissent qu'ils étaient à la charge de la victime au moment de l'accident (1). C'est une question de fait qu'il appartient aux tribunaux d'apprécier dans chaque espèce sans exiger d'ailleurs dans tous les cas, que la victime soit soumise envers le demandeur à l'obligation réglementaire édictée par les articles 206 et suivants du Code civil (2).

4°. Dans quelle mesure est-on responsable ?

34. — Le principe posé par la loi du 9 avril 1899, est que l'indemnité a un caractère forfaitaire, c'est-à-dire qu'elle doit être déterminée pour chaque cas d'après le tarif légal, les tribunaux n'étant autorisés que tout à fait exceptionnellement à tenir compte des circonstances de fait pour l'augmenter ou la réduire.

La base fondamentale du tarif légal est le salaire gagné par la victime au moment de l'accident. La détermination de ce salaire a fait l'objet de décisions assez contradictoires des tribunaux. On semble néanmoins d'accord sur certaines bases essentielles d'évaluation. S'il s'agit de déterminer en vue d'une indemnité temporaire) le salaire journalier, on estime qu'il doit comprendre non seulement la prestation reçue en argent, mais aussi une somme à déterminer représentant la nourriture et le logement (3) que l'ouvrier recevait de son patron. S'il s'agit de déterminer le salaire annuel, en vue d'une rente, on distingue si l'ouvrier a été employé d'une manière continue par le patron,

(1) *Tribunal de Lyon*, 28 mars 1900, III, 175.

(2) *Cour de Rennes*, 28 juin 1900, III, 472.

La Chambre des députés a adopté dans sa séance du 30 mai 1901 une modification aux termes de laquelle les père et mère de la victime ne sont plus tenus de prouver qu'ils étaient à sa charge. L'obligation de fournir cette preuve ne serait maintenue qu'à l'égard des ascendants et des descendants.

(3) *Tribunal de la Seine*, 2 octobre 1900, IV, 135.

pendant l'année qui a précédée l'accident ou, s'il n'a travaillé que temporairement. Dans le premier cas, le salaire journalier est purement et simplement multiplié par le nombre des journées de travail effectif (1) ou en cas de contestation par les chiffres forfaitaires admis par certains tribunaux, de 300 (2) 305 (3) et même 310 (4) journées. On n'ajoute pas au salaire annuel, les gains qu'a pu faire l'ouvrier, en dehors de l'entreprise où il a travaillé régulièrement pendant toute l'année (5). Dans le cas, au contraire, très fréquent en agriculture, où l'ouvrier n'a travaillé que temporairement dans l'entreprise où il a reçu sa blessure, il y a lieu d'ajouter au salaire reçu pendant la période d'activité, soit les salaires qu'il a gagnés pendant le reste de l'année dans d'autres entreprises (6), soit les gains qu'il a réalisés pour un travail non salarié exécuté pour son propre compte, par exemple la culture de ses propriétés (7). Toutefois, certains tribunaux reculent devant cette conséquence de la loi, si les bénéfices dont il est justifié paraissent exceptionnels et hors de proportion avec le salaire que le demandeur aurait reçu comme simple ouvrier. Ils ramènent, un peu arbitrairement d'ailleurs, à ces limites l'évaluation du salaire annuel (8).

En ce qui concerne les collaborateurs non salariés assimilés aux ouvriers par la loi du 30 juin 1899, le salaire de base est celui des ouvriers agricoles de la commune, qu'il appartient au juge d'évaluer.

35. — En cas d'incapacité temporaire l'ouvrier a droit à une indemnité journalière égale à la moitié du

(1) *Tribunal de la Seine*, 6 janvier 1900, I, 112.

(2) *Cour de Rouen*, 11 mai 1900, III, 452.

(3) *Tribunal de Saint-Amand*, 27 décembre 1900, IV, 219.

(4) *Tribunal d'Ambert*, 5 juin 1900, III, 309.

(5) *Tribunal d'Epinal*, 31 mai 1900, III, 293.

(6) *Tribunal d'Arras*, 29 mars 1900, III, 177.

(7) *Tribunal de Brioude*, 14 février 1900, II, 62.

(8) *Tribunal d'Angoulême*, 23 janvier 1901, IV, 231.

salaire de base, si l'incapacité de travail a duré plus de quatre jours, à partir du cinquième jour jusqu'à la guérison (1). L'indemnité journalière est également due, en cas d'incapacité permanente, depuis le cinquième jour jusqu'au règlement de la rente. La grande majorité des tribunaux décide que l'indemnité journalière est due, dans tous les cas, pour les dimanches et jours fériés (2).

36. — En cas d'incapacité partielle et permanente, l'ouvrier a droit à une rente égale à la moitié de la réduction que l'accident aura fait subir au salaire. Parmi les décisions contradictoires rendues en application de cette disposition, les plus exactement motivées, paraissent celles qui décident que la réduction de salaire doit être appréciée d'après le degré d'infériorité résultant pour l'ouvrier de l'accident et non d'après les circonstances passagères, tel que la générosité souvent intéressée du patron, ou l'inertie, ou la mauvaise chance de l'ouvrier dans la recherche d'un emploi (3).

37. — En cas d'incapacité absolue et permanente, l'ouvrier a droit à une rente égale aux deux tiers de son salaire annuel. Pour ce cas, comme pour le précédent, on discute encore sur le point de départ précis de la rente. Certaines décisions le fixent au jour de l'accident (4), d'autres au jour de la demande en règlement d'indemnité (5), d'autres au jour du règlement défi-

(1) La Chambre des Députés a voté dans sa séance du 20 mai 1901 une modification à l'art. 3 de la loi du 9 avril 1898, aux termes de laquelle l'indemnité reste due seulement quand l'incapacité a duré plus de quatre jours, mais à partir du jour de l'accident.

(2) *Cour de Dijon*, 5 mars 1900, II, 149.

Cour de Besançon, 14 novembre 1900, IV, 254.

Cour de Chambéry, 8 décembre 1900, IV, 268.

La Chambre des Députés a voté, dans sa séance du 20 mai 1901, une addition à l'art. 3 de la loi du 9 avril 1898 confirmant cette interprétation.

(3) *Tribunal d'Amiens*, 20 octobre 1900, IV, 145.

Cour d'appel de Chambéry, 19 novembre 1900, IV, 260.

(4) *Tribunal de Bordeaux*, 28 mars 1900, IV, 39.

(5) *Tribunal de Narbonne*, 13 février 1900, I, 181.

nitif (1), d'autres au jour de la reprise du travail (2), d'autres enfin, qui nous paraissent les plus exactes, au jour de la consolidation de la blessure déterminée par le juge, d'après les circonstances de fait (3).

38. — En cas de mort, le conjoint survivant a droit à une rente de 20 0/0 du salaire de la victime. Les enfants orphelins de père ou de mère ont droit à une rente calculée sur le même salaire, à raison de 15 0/0 de ce salaire s'il n'y a qu'un enfant, de 25 0/0 s'il y en a deux, de 35 0/0 s'il y en a trois et 40 0/0 s'il y en a quatre ou un plus grand nombre. A mesure que les enfants atteignent l'âge de seize ans, on décide que la rente décroît non par parties égales, mais conformément à l'échelle ci-dessus (4).

Pour les enfants orphelins de père et de mère, la rente est portée pour chacun d'eux à 20 0/0 du salaire.

L'ensemble de ces rentes ne peut dans le premier cas dépasser 40 0/0 du salaire, ni 60 0/0 dans le second.

Les ascendants ou descendants ont droit à une rente égale pour chacun d'eux à 10 0/0 du salaire annuel de la victime. Mais le total de ces rentes ne peut dépasser 30 0/0 et elles sont, le cas échéant réduites proportionnellement.

39. — Toutes les rentes dues à la victime ou à d'autres ayants-droit sont payables par trimestre, soit à terme échu suivant certains tribunaux (5), soit d'avance suivant d'autres, à raison de leur caractère alimentaire (6).

40. — La victime qui a droit à une rente peut, au moment du règlement, exiger le versement en capital

(1) *Cour d'appel de Pau*, 13 décembre 1900, IV, 273.

(2) *Tribunal de Lorient*, 6 novembre 1900, IV, 165.

(3) *Cour d'Orléans*, 30 mai 1900, III, 459.

Cour de Rouen, 11 mai 1900, III, 452.

(4) *Tribunal de Vannes*, 26 juillet 1900, III, 404.

(5) *Cour de Paris*, 4 août 1900, IV, 244.

(6) *Tribunal des Andelys*, 20 février 1900, III, 116.

du quart de la somme nécessaire à la constitution de la rente et la transformation de la rente viagère pure et simple en une rente réversible sur la tête de son conjoint survivant, sans qu'il puisse résulter de ce chef, une aggravation de charge pour la personne responsable. Cette double faculté n'appartient d'ailleurs qu'à elle seule, les autres ayants-droit à une rente ne sauraient y prétendre (1).

41. — Les indemnités forfaitaires précédemment déterminées, peuvent être augmentées ou réduites par les tribunaux, dans une mesure qu'il leur appartient de déterminer, en cas de faute inexcusable du patron ou de la victime. La faute inexcusable est appréciée suivant des principes très variables. La désobéissance aux ordres reçus (2), l'ivresse (3) ne constituent pas, dans tous les cas, une faute inexcusable pour l'ouvrier. Il en est de même à l'égard du patron, en ce qui concerne l'absence d'appareils protecteurs (4) ou l'inobservation des règlements publics (5). En tout cas, la rente ou le total des rentes allouées ne peut dépasser soit la réduction de salaire, soit le salaire lui-même. Aux causes de réduction résultant de la faute inexcusable, certains tribunaux ont estimé légitime d'en ajouter d'autres, fondées sur l'existence d'une maladie antérieure de la victime (6) ou sur sa négligence à se conformer aux prescriptions du médecin (7) qui ont aggravé les conséquences de l'accident.

42. — Le patron ou l'ouvrier peuvent demander pendant trois années, à dater de la décision définitive, la revision de l'indemnité à raison d'une atténuation

(1) *Tribunal de Rouen*, 16 mars 1900, II, 411.

(2) *Tribunal d'Uzès*, 30 mai 1900, III, 287.

(3) *Cour d'Orléans*, 8 décembre 1900, IV, 271.

(4) *Cour de Rouen*, 7 avril 1900, II, 160.

(5) *Tribunal de Brest*, 31 janvier 1900, III, 94.

(6) *Cour de Chambéry*, 19 novembre 1900, IV, 260.

(7) *Tribunal de Narbonne*, 17 juillet 1900, III, 388.

ou d'une aggravation de l'infirmité. En cas de mort survenant dans le même délai par suite des blessures reçues, les autres ayants-droit à indemnité peuvent réclamer les rentes légales, sans que le patron soit fondé à leur opposer qu'il a déjà indemnisé la victime.

43. — En dehors des rentes ou indemnités journalières, le patron est tenu des frais médicaux et pharmaceutiques, jusqu'au jour de la guérison ou de la consolidation de la blessure. Dans ce dernier cas, une indemnité supplémentaire annuelle peut être allouée pour fourniture, entretien et renouvellement d'un appareil orthopédique (1). En cas de mort, le patron supporte les frais funéraires, limités à la somme de 100 francs.

44. — La loi du 9 avril 1898, a assuré le paiement des frais et indemnités mis à la charge du patron, d'une part, par l'institution d'un privilège spécial attaché aux créances d'indemnités temporaires et de frais médicaux et autres, d'autre part, par l'organisation d'un fonds de garantie au moyen duquel la Caisse nationale des retraites effectue le paiement des rentes, sauf recours exercé par elle contre le patron responsable. En aucun cas l'insolvabilité du patron ne peut donc préjudicier aux indemnitaires. Les tribunaux tirent de là cette conséquence qu'aucune garantie spéciale ne peut être exigée du patron. On ne saurait en particulier le condamner à acheter immédiatement un titre de rente pour en assurer la jouissance à la victime (2).

5°. — Procédure.

45. — Lorsqu'un accident se produit, le patron doit, sous peine de contravention, en faire la déclaration dans les 48 heures au Maire de la commune. La même

(1) *Cour de Pau*, 13 décembre 1900, IV, 273.

(2) *Cour de Douai*, 5 avril 1900. II, .157

déclaration peut être faite, à son défaut, par la victime ou ses représentants.

46. — En cas d'incapacité temporaire, toutes contestations relatives aux frais médicaux et aux indemnités journalières sont tranchées en dernier ressort par le juge de paix du canton où s'est produit l'accident, à quelque chiffre que s'élève la demande.

47. — Lorsque l'accident paraît devoir entraîner la mort ou une incapacité permanente, le maire doit en donner avis au juge de paix qui procède à une enquête contradictoire dont les résultats sont transmis par ses soins au Président du Tribunal de l'arrondissement. Ce magistrat convoque les parties pour les concilier, s'il est possible. A défaut de conciliation, l'affaire est jugée sommairement par le tribunal, seul compétent pour trancher, nonobstant appel, les contestations relatives aux rentes et indemnités permanentes.

48. — Les ouvriers ont de plein droit devant le Tribunal et la Cour le bénéfice de l'Assistance judiciaire.

49. — Les parties intéressées peuvent fixer, par transactions amiables, le montant des indemnités dues, mais ces transactions ne sauraient déroger aux règles et tarifs déterminés par la loi du 9 avril 1898. Toutes conventions contraires à cette loi, à quelque moment qu'elles interviennent, sont expressément déclarées nulles.

50. — L'action en indemnité exercée en vertu de la loi précité se prescrit par un an à dater du jour de l'accident.

TITRE II

RESPONSABILITÉ FONDÉE SUR LA FAUTE PROUVÉE OU PRÉSUMÉE

SOMMAIRE

Conditions et incidence de la responsabilité. — 1. — *Accidents causés par un préposé. — Lien de commettant à préposé. — Faire-valoir, fermage, métayage. — Présomption limitée aux faits de charge. — Preuve contraire.*

— 2. — *Accidents causés par les animaux. — Qui doit être considéré comme se servant d'un animal? — Fermier, métayer, domestiques ou préposés. — Présomption légale. — Preuve contraire.*

— 3. — *Accidents causés par les choses immobilières. — Extension du mot « bâtiments. » — Présomption contre le propriétaire. — Force majeure.*

— 4. — *Accidents causés par les choses mobilières. — Théorie nouvelle. — Ses applications en jurisprudence. — Le fait des choses. — Présomption contre le gardien. — Preuve contraire.*

— 5. — *Accidents divers. — Application de la théorie traditionnelle de la faute. — Obligations du patron. — Obligations de l'ouvrier. — Faute commune.*

Personnes ayant droit à réparation. — *Appréciation arbitraire des tribunaux. — La victime. — Son conjoint. — Ses parents. — Droit à un supplément d'indemnité.*

Fixation des dommages-intérêts. — *Réparation intégrale. — Pouvoir d'appréciation du juge. — Bases généralement adoptées. Transactions.*

Procédure. — *Compétence. — Moyens de preuve. — Assistance judiciaire. — Prescription.*

51. — Si l'on excepte les accidents provenant de l'exercice d'une industrie agricole ou de l'emploi d'un moteur inanimé, auxquels s'applique exclusivement le régime du risque professionnel précédemment étudié, tous les autres accidents susceptibles d'atteindre les travailleurs de la ferme restent soumis aux règles de droit commun posées par les articles 1382 et suivants du Code civil (1). Le principe de ce régime est, on le sait, que l'ouvrier blessé au cours de son travail, ne peut obtenir la réparation du dommage subi qu'en prouvant une faute ou négligence commise par le patron. Mais, le Code lui-même et ses interprètes, ont institué un ensemble de présomptions de faute, qui a singulièrement amélioré la situation de l'ouvrier et aggravé celle de l'exploitant : présomption de faute contre le maître dont le domestique ou l'ouvrier en atteint un autre au cours du travail ; présomption de faute contre le propriétaire d'un animal qui blesse son ouvrier ou un tiers ; présomption de faute contre le propriétaire d'un immeuble et de ses accessoires dont le vice propre ou le défaut d'entretien est une cause d'accident ; présomption de faute, enfin, suivant la doctrine de certains arrêts récents, contre le gardien de toutes choses mobilières qui causent par leur fait un dommage. Au terme de cette énumération, le nombre des cas apparaît très restreint, où l'ouvrier atteint devra suivant le principe fondamental prouver la faute personnelle de son patron. La règle générale paraît devenue l'exception.

Nous étudierons successivement, pour chaque hypothèse qui se trouve l'objet de règles particulières, les conditions et l'incidence de la responsabilité ; puis, pour l'ensemble, les principes relatifs à la détermina-

(1) *Cour de cassation*, Req. 15 juillet 1896 : « Attendu que la responsabilité du patron envers l'ouvrier victime d'un accident survenu au cours du travail qui lui a été confié est déterminée par les articles 1382 et suivants du Code civil, et non par les articles 1710 et 1135 du même Code... » *Dalloz* 1898, I, 141.

tion des ayants-droit et de l'étendue des dommages-intérêts.

Conditions et incidence de la Responsabilité

1^o — Accidents causés par les préposés.

52. — « Les maîtres et les commettants sont responsables du dommage causé par leurs domestiques et préposés, dans les fonctions auxquels ils les ont employés ». (Art. 1384, § 3)

53. — Cette disposition peut être invoquée contre le patron non seulement par les tiers, mais aussi par l'ouvrier blessé par un autre ouvrier au cours du travail qu'ils font en commun. En vain prétendrait-on que « le salaire réglé entre le maître et le domestique affranchit le premier de toute responsabilité, quant au dommage causé par d'autres individus salariés au même titre pour le travail qui leur était commandé en commun », la disposition de l'article 1384 est générale et ne comporte aucune distinction (1).

54. — L'ouvrier qui prétend en bénéficier n'a à justifier d'aucune faute commise ni par le patron ou commettant (2), ni par l'ouvrier ou préposé (3). Le Code présume que l'accident n'a pu se produire que par une négligence du premier, soit dans le choix de ses ouvriers, soit dans la direction ou la surveillance du travail. Toutefois la victime d'un accident ne peut bénéficier de cette présomption, que si elle justifie conformément aux dispositions de l'article 1384 précité : 1^o que celui auquel elle réclame réparation était le patron ou commettant de l'auteur de l'accident ; 2^o que ce dernier accomplissait un acte de sa fonction.

(1) *Cour de Cassation*. Ch. civ., 28 juin 1841. — *Dalloz*, J.-G. V^o Responsabilité § 630.

(2) *Cour de cassation*, Req., 24 décembre 1879, *Dalloz*, 1880, I, 204.

(3) *Cour de Lyon*, 13 décembre 1854. *Dalloz*, 1855, 2, 86.

55. — « Si l'article 1384 soumet les commettants à l'obligation de répondre du fait de leurs préposés, ce n'est pas seulement parce qu'ils les ont choisis, c'est encore parce qu'ils ont le droit de leur donner des ordres et des instructions sur la manière de remplir les fonctions auxquels ils les emploient » (1). Cette opinion de Larombière formellement consacrée par une jurisprudence constante de la Cour de cassation (2), exprime nettement les deux conditions auxquelles est subordonnée l'existence du lien de commettant à préposé. Il est nécessaire : 1° que le premier ait librement contracté avec le second ; 2° qu'il ait conservé le droit de le diriger dans son travail.

Pour faire aux travailleurs ruraux l'application de ce principe, envisageons les différentes formes que peut revêtir l'organisation du travail agricole. Dans le cas de faire-valoir direct le propriétaire exploitant est sans contestation possible le commettant des ouvriers ou journaliers employés à l'exploitation d'une manière permanente, qu'ils soient rémunérés au temps ou à la tâche. Il en est de même à l'égard des domestiques. Le maître les choisit librement les uns et les autres et garde la direction de leur travail.

S'il s'agit d'ouvriers employés temporairement, il faut distinguer d'une part ceux qui viennent accomplir soit pour leur propre compte, soit pour le compte d'un patron étranger les travaux d'une profession indépendante de l'exploitation agricole (maçons, peintres, couvreurs etc.) ; ceux-là restent en général soit sous la responsabilité de leur patron, soit sous la leur propre, s'ils travaillent à l'entreprise pour leur compte personnel (3). Le propriétaire exploitant n'en est exception-

(1) LAROMBIÈRE : *Obligations*, T. 20, n° 41.

(2) *Cour de cassation*, Civ., 24 août 1847 : « ... Attendu que la responsabilité à laquelle l'article 1384 soumet les commettants ne dépend pas seulement de ce qu'ils ont choisi leurs préposés, mais suppose, en outre, qu'ils ont le droit de leur donner des ordres et des instructions sur la manière de remplir les fonctions auxquelles ils les emploient, autorité sans laquelle il n'y a pas de véritable commettant... » *Sirey*, 1847, 1, 855 ; *Conf. Cass.* 4 février 1880 ; *Sirey*, 1880, 1, 473, 25 octobre 1886 ; *Sirey*, 1887, 1, 457.

(3) *Cour de cassation*, Req., 25 mars 1824. *Dalloz*, J. G. V° Louage, § 415.

nellement responsable que dans le cas où, les ayant loués à la journée, il dirige lui-même leur travail.

Sa responsabilité est au contraire la règle générale s'agissant de ceux qui, engagés temporairement, collaborent aux travaux ordinaires de la ferme (moissonneurs, laboureurs, etc.), dont la direction lui incombe en toute circonstance (1). Dans le cas où deux propriétaires voisins se prêtent l'un à l'autre leurs propres ouvriers c'est, conformément à la même règle, celui sous la direction duquel ils se trouvent au moment d'un accident qui doit seul en supporter les conséquences (2).

Le fermier qui dirige seul les travaux de la ferme ne saurait, pas plus que le locataire d'un immeuble, être considéré comme le préposé du propriétaire ; il est au contraire le seul commettant responsable à l'égard des ouvriers qu'il loue et emploie (3).

En est-il de même du métayer ? On le décide généralement pour cette raison qu'il lui appartient de louer, lui-même ses collaborateurs et de diriger le travail intérieur de l'exploitation. Il est vrai que dans le contrat de métayage le propriétaire n'aliène pas comme dans celui de fermage tout pouvoir de direction. « Une des caractéristiques de notre contrat, disait M. Clément, rapporteur au Sénat, de la loi du 18 juillet 1889 (4), c'est le droit pour le maître de surveiller et d'intervenir dans les travaux ». Mais cette intervention ne s'exerce légitimement qu'en ce qui concerne la répartition des cultures, l'achat ou la vente des bestiaux, les rapports avec les tiers, en un mot ce que M. Méplain (5) appelle l'administration générale et extérieure du domaine. La direction du travail intérieur, la surveillance des ouvriers et domestiques de l'exploitation restent la

(1) *Cour de Cassation*, Cr. r., 13 décembre 1856. *Dalloz*, 1857, 1, 75.

(2) *Cour de Cassation*, Civ., 5 janvier 1891. *Sirey*, 1892, 1, 247.

(3) *Cour de Grenoble*, 19 juin 1866. *Dalloz*, 1866, 2, 196.

(4) *Journal officiel*. Annexes parlementaires. Sénat, p. 5959.

(5) MÉPLAIN : *Traité du bail à portion de fruits*, p. 170.

fonction propre du colon qui non seulement n'est pas soumis de ce chef à l'immixtion du bailleur, mais peut à bon droit la repousser. La conclusion légitimement tirée de cette situation, c'est que le métayer reste à l'égard des ouvriers et domestiques de la ferme le seul commettant responsable aux termes de l'article 1384 (1). En cas d'accidents causés par l'un d'eux à un autre, ce dernier n'a d'action que contre le métayer ; il n'a aucun recours contre le propriétaire même en cas d'insolvabilité du métayer.

56. — Tout acte du préposé qui cause un accident n'engage pas la responsabilité du commettant, il faut encore qu'il ait été accompli dans les fonctions auxquelles celui-ci l'avait employé. La responsabilité du maître est limitée suivant l'expression de Demolombe (2), aux faits de charge. La jurisprudence entend d'ailleurs cette condition d'une manière large. Il suffit, soit que l'accident ait eu lieu soit pendant la durée du travail, soit même en dehors du travail si seule la fonction remplie par celui qui l'a causé a pu le rendre possible. On ne distingue même pas s'il est le résultat d'un crime, d'un délit ou d'une simple négligence, quoique, pourrait-on répondre les infractions à la loi pénale ne puissent à aucun titre être considérées comme rentrant dans les fonctions qui ont fait l'objet du contrat de louage de service.

Plus exacte paraît la solution par laquelle le patron a été déclaré non responsable du fait des enfants de son domestique habitant avec lui sous son toit, pour cette raison que l'exercice par le domestique de son autorité paternelle ne se rattache pas aux fonctions à lui confiées par son maître (3).

(1) *Toulouse*, 5 avril 1865. *Sirey*, 1865, 2, 205.
Bordeaux, 10 mars 1874. *Dalloz*, 1875, 2, 67.
Bourges, 7 décembre 1885. *Sirey*, 1886, 2, 107.

(2) DEMOLOMBE : *Traité des Contrats*, T. VIII, n° 615.

(3) *Tribunal de Saint-Lô*, 17 mai 1900. *Dalloz*, 1900, 2, 429.

57. — Le patron poursuivi en responsabilité du dommage causé par son préposé et contre lequel il est justifié des deux conditions précédemment étudiées, ne saurait éviter la condamnation en prouvant qu'il n'a pu empêcher le fait dommageable. Pareille faculté est expressément réservée par le Code aux pères et mères, instituteurs et artisans, mais la disposition ne parle pas des commettants. On interprète presque unanimement (1) cette omission comme une exclusion volontaire et les Tribunaux ne permettent pas au patron de prouver qu'il lui était impossible d'empêcher un accident causé par son préposé. Il a même été décidé que la défense faite par le patron à son ouvrier d'accomplir certains actes n'était pas susceptible de l'exonérer des conséquences de ces actes accomplis malgré la défense (2). Cette solution rigoureuse nous paraît difficilement conciliable avec la condition toujours nécessaire que l'acte se rattache aux fonctions dans lesquelles le patron emploie son ouvrier. Le seul cas où le maître pourrait être exonéré, est s'il prouvait que l'accident est dû uniquement à un fait de force majeure (3), mais on imagine difficilement une espèce où cette preuve puisse se combiner avec celle que l'accident provient du fait d'un préposé.

Si le commettant établit que la victime a commis une faute, sa responsabilité pourra être atténuée ; elle ne disparaîtrait que s'il était prouvé que la faute de la victime a été la cause unique de l'accident.

58. — Le maître obligé par une action directe à réparer le préjudice causé par son préposé pourra se

(1) En sens contraire, TARRIBLE : *Discours au Corps législatif* précité. — M. WEISS à son cours.

(2) *Cour de Cassation*, Crim., 30 août 1860 : « Attendu que le maître, tenu de surveiller son domestique, est responsable des dommages résultant des faits dont ce domestique a été déclaré coupable, par cela seul qu'il ne les a pas empêchés, sans qu'il puisse être admis à prouver qu'il les avait défendus, ni même qu'il n'aurait pas été en son pouvoir d'en prévenir la perpétration. . . . » *Dalloz*, 1860, 1, 518.

(3) *Cour de Lyon*, 13 décembre 1854. *Dalloz*, 1855, 2, 86. Il s'agit évidemment de la force majeure entendue en sous sens étroit : foudre, inondation, guerre, etc. . .

faire rembourser par celui-ci, s'il établit à sa charge une faute, négligence, imprudence ou désobéissance aux ordres reçus (1). Il pourra exercer son recours soit par appel en garantie au cours de l'instance dirigée contre lui, soit, s'il a déjà été condamné, au moyen d'une action principale indépendante.

2° — *Accidents causés par les animaux.*

59. — « Le propriétaire d'un animal ou celui qui s'en sert, pendant qu'il est à son usage, est responsable du dommage que l'animal a causé soit que l'animal soit sous sa garde, soit qu'il fut égaré ou échappé. » (Art. 1385).

60. — L'article précité revient à dire que la responsabilité des accidents causés par les animaux incombe à celui qui se sert de ces animaux car, de deux choses l'une, ou bien c'est le propriétaire lui-même qui s'en sert et dans ce cas c'est à lui qu'incombe la responsabilité ; ou bien c'est un tiers qui utilise leurs services et c'est alors lui seul qui est responsable (2). En tout cas la victime n'a d'action que contre celui qui se sert de l'animal. Si ce n'est le propriétaire lui-même, elle ne saurait exercer aucun recours contre celui-ci, en cas d'insolvabilité de celui qui se servait de l'animal.

61. — Ne peuvent être considérés comme se servant d'un animal, à l'exclusion du propriétaire, que ceux qui le dirigent ou le gardent, soit par eux-mêmes, soit par l'intermédiaire de leurs préposés et qui profitent de son travail ou de son croît. Il en est ainsi de l'usufruitier, de l'usager, du locataire, de l'emprunteur (3).

(1) *Cour de Cassation*, 24 février 1886. *Sirey*, 1886, 1, 460.

(2) *Cour de Cassation*, 4 janvier 1893. *Dalloz*, 1893, 1, 80.

(3) M. PLANIOL : *Traité du Droit civil*, tome II, p. 287.

La question est plus difficile à trancher en ce qui concerne le fermier ou le colon qui ont reçu un animal aux conditions d'un bail à cheptel. Le fermier ou le colon ont bien de par le bail la garde et la direction de l'animal, mais d'autre part le propriétaire profite pour une part de son croît et suivant que l'on attache plus d'importance à l'une ou l'autre idée on est conduit à imposer la responsabilité soit au propriétaire, soit au fermier ou colon. Des jugements ont été rendus dans l'un et l'autre sens (1), néanmoins l'idée de garde paraît avoir l'avantage. Elle a été surtout prise en considération par un arrêt de la Cour de Cassation qui a jugé que le fermier ou colon était seul responsable des animaux reçus en cheptel (2). Il en serait d'ailleurs autrement si, dans certaines circonstances de fait, le métayer n'avait agi que sur les ordres du propriétaire et dans son intérêt, devenant ainsi momentanément son simple préposé. On a pu rendre le propriétaire responsable du dommage causé par un taureau qu'il avait enjoint à son métayer de conduire à un concours agricole, alors que l'animal avait été inscrit et primé au nom du propriétaire et bien que celui-ci eut abandonné la prime à son métayer (3).

62. — La responsabilité qui pèse sur celui qui se sert d'un animal peut se trouver transportée à un tiers par l'effet de certains contrats qui comportent explicitement ou implicitement une clause de ce genre. Il en est ainsi du contrat qui intervient entre le propriétaire d'un cheval et le maréchal auquel il le donne à ferrer : on décide que ce dernier est seul responsable des accidents qui surviennent pendant que l'animal est

(1) Dans le sens de la responsabilité du propriétaire. — *Cour de Pau*, 25 janvier et 13 juin 1856. *Sirey*, 1857, 2, 593.

Dans le sens de la responsabilité du fermier ou colon. — *Cour d'Orléans*, 22 août 1878. *Dalloz*, 1874, 2, 136.

(2) *Cour de Cassation*, 10 septembre 1835. *Sirey*, 1837, 2, 593.
Tribunal de Sancerre, 22 avril 1885, confirmé par arrêt de la *Cour de Bourges*, 30 novembre 1885. *Moniteur judiciaire de Lyon*, 22 février 1886.

(3) *Bordeaux*, 40 mars 1874. *Sirey*, 1874, 2, 352.

sous sa garde (1) ; de même l'aubergiste assume la responsabilité des animaux qu'il reçoit en garde, sauf s'il a pris soin d'exclure cette clause implicite du contrat par l'affichage, par exemple, d'une déclaration formelle (2). Dans tous ces cas d'ailleurs, le propriétaire reste responsable des fautes qu'il peut commettre, celle notamment de remettre au maréchal ou à l'aubergiste, sans avis spécial, un animal particulièrement dangereux. Une convention peut bien l'exonérer de la responsabilité fondée sur une présomption de faute ; elle ne saurait le soustraire aux conséquences de sa faute prouvée.

63. — Le contrat de louage de services qui intervient entre un propriétaire fermier ou colon et ses domestiques ou préposés doit-il être interprété comme contenant pareille clause de transport de responsabilité pour les cas où ceux-ci conduisent les animaux du maître ? Certaines décisions ont autrefois adopté l'affirmative en s'attachant étroitement à l'idée de garde (3). Des arrêts plus récents ont, par un revirement exactement contraire à celui qui s'est produit dans l'interprétation du contrat de cheptel, pris pour base l'idée de profit et décidé que le propriétaire reste seul responsable, des animaux confiés à son domestique soit vis-à-vis de celui-ci soit vis-à-vis des tiers (4).

64. — Le principe posé par l'article 1385 est absolument général et s'applique à tous les accidents causés par les animaux domestiques quels qu'ils soient. On ne

(1) *Paris*, 7 août 1869. *Dalloz*, 1869, 2, 167.

Cour de Cassation, 3 décembre 1872. *Sirey*, 1872, 1, 402.

(2) *Besançon*, 26 août 1869. *Dalloz*, 1870, 2, 187.

Montpellier, 2 février 1899, *Sirey*, 1899, 2, 100.

En sens contraire : *Orléans*, 1^{er} décembre 1896. *Sirey*, 1897, 2, 52.

(3) *Montpellier*, 23 juillet 1864. *Dalloz*, 1868, 2, 1872.

(4) *Cour de Cassation*, 9 mars 1886 : « Attendu.... que ledit article 1385 ne fait aucune distinction ; que, dès lors, le propriétaire est responsable du dommage causé non seulement aux tiers, mais encore aux personnes qui sont à son service et qu'il a chargées de soigner ou de conduire l'animal.... » *Sirey*, 1886, 1, 244.

distingue pas s'il s'agit d'accidents que le naturel, l'instinct, les habitudes de l'animal pouvaient faire prévoir, ou au contraire d'accidents que rien ne peut permettre de prévenir comme la morsure ou la ruade d'un cheval. De même, il n'importe que le dommage ait été causé directement par l'animal lui-même ou à l'aide de quelque autre chose, voiture, charrue, etc.... Il suffit que l'on puisse dire que l'accident provient du fait de l'animal.

65. — Dans tous les cas, le propriétaire est responsable de plein droit sans que la victime ait à justifier d'aucune faute commise par lui. Par le seul fait qu'un accident s'est produit, le propriétaire est présumé avoir commis quelque contravention à l'obligation que la loi lui impose d'être un gardien diligent (1).

66. — Le propriétaire ne pourra s'exonérer de la présomption qui pèse sur lui et de la responsabilité qui en est la conséquence qu'en apportant lui-même la preuve que l'accident est le résultat d'un cas fortuit ou d'une faute commise par la personne qui a subi le dommage. Il ne suffirait pas contrairement à une jurisprudence qui paraît condamnée que le propriétaire établisse qu'il a pris toutes les précautions possibles pour éviter l'accident (2).

En ce qui concerne l'appréciation des circonstances considérées comme un cas fortuit, la tendance de la jurisprudence paraît plutôt restrictive. Le bruit du chemin de fer, le brusque sifflet d'une locomotive considérés autrefois comme tels par un arrêt de la Cour de Cassation (3) ont été depuis jugés insuffisants par un arrêt plus récent de la Cour de Paris (4).

(1) *Cour de Cassation*, Req., 23 décembre 1879. *Dalloz*, 1880, 1, 134. — 27 octobre 1885. *Sirey*, 1886, 1, 33. — 9 mars 1886. *Sirey*, 1886, 1, 244.

(2) *Cour de Cassation*, 9 mars 1886, précité, « Attendu que la présomption créée par cet article (1385) contre le propriétaire ne peut céder que devant la preuve soit d'un cas fortuit, soit d'une faute commise par la personne qui a subi le dommage..... » *Id.* 1^{re} février 1892. *Sirey*, 1892, 1, 128. — 8 janvier 1894. *Sirey*, 1894, 1, 184.

(3) *Cour de Cassation*, Req., 19 août 1878. *Dalloz*, 1878, 1, 215.

(4) *Paris*, 21 janvier 1891. *Dalloz*, J. G. supp. V^e *Responsabilité*, § 908.

Un grand nombre de décisions ont écarté ou même simplement atténué la responsabilité du propriétaire en se fondant sur la faute de la victime. On décide que le domestique qui attelle sans précaution suffisante, celui qui conduit mal, celui qui se trouvant en retard presse outre mesure son cheval, celui qui frappe brutalement un animal, et provoque sa défense, ont commis faute suffisante pour ne pouvoir prétendre à aucune indemnité.

67. — Si la faute a été commise non par la victime mais par un tiers ; le propriétaire responsable a contre ce tiers, conformément aux principes généraux, un recours qu'il pourra exercer soit par appel en garantie dans l'instance dirigée contre lui, soit, s'il a déjà été condamné, au moyen d'une action principale et indépendante.

3^e — *Accidents causés par les choses immobilières.*

68. — « Le propriétaire d'un bâtiment est responsable du dommage causé par sa ruine lorsqu'elle est arrivée par une suite du défaut d'entretien ou par le vice de sa construction. » (Art. 1386).

69. — Trois opinions se sont manifestées au sujet de l'interprétation à donner au mot bâtiment employé par l'article 1386. Certains auteurs s'en tiennent au sens précis et restreint de l'expression pour limiter la portée de ce texte aux seules maisons et constructions diverses (1). D'autres au contraire estiment que le législateur n'a parlé des bâtiments que pour exemple, comme il lui arrive souvent, mais que la disposition a une portée absolument générale et qu'elle doit être étendue à toutes choses inanimées (2). Entre ces deux

(1) DOMAT : Liv. II., titre 8, section III. — M. PLANIOL : *Traité du droit civil*, tome II, p. 288.

(2) FROMAGEOT : *De la faute comme source de la responsabilité en droit privé*, p. 99. — Douai, 28 juillet 1896. — Dalloz, 1897, 2, 349.

extrêmes la jurisprudence paraît s'en tenir à une opinion moyenne d'après laquelle les bâtiments dont parle l'article 1386, seraient non-seulement les constructions elles-mêmes, mais encore tout ce qui y est incorporé : machines fixe, manèges, etc., plus généralement sans doute tous les objets qualifiés immeubles par destination par les articles 524 et 525 du Code civil (1). Cette dernière extension n'a jamais été expressément formulée parce qu'une tentative plus hardie était faite simultanément pour donner à la responsabilité du fait des choses mobilières un fondement plus favorable encore. Elle était cependant la conséquence logique du principe posé par la Cour de Cassation que la qualité de bâtiment au terme de l'article 1386 doit être étendue à toute chose incorporée. En matière agricole l'article 1386 ainsi entendu aurait pu avoir une grande importance car le Code déclare immeubles par destination les ustensiles aratoires, les pressoirs, chaudières, alambics, cuves et tonnes que le propriétaire d'un fond y a placé pour le service et l'exploitation de ce fond. L'outillage agricole entier se serait trouvé ainsi assimilé aux bâtiments mêmes de la ferme et les accidents causés par lui auraient été soumis au même régime quant à la charge de la responsabilité et à ses conditions. En fait l'assimilation n'a été déduite que pour quelques objets isolés, machines immobilisées, arbres (2), poteaux télégraphiques, etc.

70. — L'article 1386 ne parle que du propriétaire, à l'exclusion de celui qui peut avoir les bâtiments et leurs accessoires sous sa garde. Cette formule sensiblement différente de celle relative aux animaux comporte naturellement des conséquences différentes. En ce qui concerne les accidents causés par le vice de construction, il n'y a pas de difficulté. Le propriétaire en reste seul

(1) *Cour de Cassation*, 19 avril 1887 ; « Attendu.... que la disposition de l'article 1386 C. civ. a pour base le principe que le propriétaire est responsable de plein droit des défauts qui y sont inhérents ; que ce principe s'étend à tout ce qui en dépend par incorporation.... » *Sirey*, 1887, 1, 217.

(2) *Paris*, 20 août 1877. *Dalloz*, J. G. Supp. V^o Responsabilité, § 961.

responsable qu'il occupe lui-même les bâtiments ou que ceux-ci soient occupés par un usufruitier, fermier ou colon. Il en est ainsi même dans le cas où la victime serait un de ces derniers ou son préposé (1).

Si l'accident provient, au contraire, du défaut d'entretien, il a pu paraître naturel d'imposer la responsabilité à celui qui avait, en vertu d'un bail à ferme ou à colonat, la charge de l'entretien. Mais c'est aller à l'encontre du texte formel de l'article 1386. A notre avis le propriétaire reste, dans tous les cas, responsable du défaut d'entretien vis-à-vis des tiers, même si la victime est le préposé de son locataire. A lui seul il appartient d'obtenir ensuite réparation des condamnations encourues, par une action fondée sur l'inexécution des clauses et conditions du contrat de louage.

71. — L'ouvrier victime d'un accident n'a pas à prouver la faute du propriétaire (2), mais il doit justifier que l'accident provient du vice de construction ou du défaut d'entretien. L'avantage qu'il tire de la présomption établie de l'article 1386 n'est pas en réalité considérable, car le vice de construction ou le défaut d'entretien constituent des fautes caractérisées à la charge du propriétaire, s'il les connaissait avant l'accident. Le seul avantage pour la victime, c'est qu'elle n'a pas à prouver cette connaissance et que le propriétaire n'est pas admis à s'exonérer en établissant qu'il ignorait les vices de la chose. La seule preuve susceptible d'être admise serait celle d'un cas de force majeure, mais d'une part elle n'exonérerait pas le propriétaire si l'effet de la force majeure avait été rendu possible ou aggravé par le vice de la chose. La preuve que l'accident serait dû uniquement à la force majeure ne paraît pas d'ailleurs compatible avec la preuve incombant à l'ouvrier, que l'accident est dû au

(1) *Paris*, 5 juillet 1871. *Dalloz* 1871, 2, 154.

(2) *Cour de cassation*, Civ., 19 avril 1887, *Dalloz* 1888, 1, 27.

vice de la chose ou à son défaut d'entretien. Si la première pouvait être fournie, c'est que la seconde ne l'aurait pas été, et pour cela seul, l'ouvrier devrait succomber.

72. — Le propriétaire déclaré responsable pourra recourir, soit contre son vendeur, en cas de vices cachés, soit contre son locataire en cas de défaut d'entretien, en vertu des règles propres aux contrats de vente ou de louage, on lui reconnaît même un recours contre le locataire qui, sans être chargé d'entretenir la chose, aurait commis la faute de lui laisser ignorer le défaut d'entretien.

4^o — *Accidents causés par les choses mobilières.*

73. — « On est responsable non-seulement du dommage que l'on cause par son propre fait, mais encore de celui qui est causé par le fait.... des choses que l'on a sous sa garde. » (Art. 1384).

74. — Jusqu'à une époque toute récente la formule générale de l'article 1384 n'a été considéré que comme annonçant les règles particulières relatives, soit aux animaux seulement (1), soit aux animaux et aux bâtiments (2). On ne songeait pas à y voir le principe nouveau d'une responsabilité encourue de plein droit du fait des choses. Cette interprétation paraissait commandée par le rapprochement que comporte l'article 1384, entre le fait personnel et le fait des choses, le second ne pouvant comme le premier, faire naître une responsabilité que s'il constitue une faute. Elle était d'accord, ce par surcroît, avec le système de l'ancien droit, adopté dans ses éléments essentiels par le Code civil. Pour les raisons que nous

(1) Notes de M. ESMEIN. *Sirey*, 1897, 1, 17, et 1898, 1, 65.

(2) FROMAGEOT. *De la faute comme source de la responsabilité en droit privé*, Paris, 1891, p. 99.

avons précédemment indiquées on fut conduit à revenir sur cette manière traditionnelle d'entendre et d'appliquer l'article 1384 (1). On observa d'abord qu'elle rendait cet article absolument inutile en ce qui concerne la responsabilité encourue du fait des choses; les articles 1385 et 1386 se suffisent à eux-mêmes, et n'ont pas besoin d'être annoncés. En second lieu si l'article 1384 établit un parallélisme rigoureux entre deux responsabilités, c'est plus exactement entre celle que l'on encourt du fait des choses et celle que l'on encourt du fait des personnes que l'on a sous sa garde; or, la responsabilité du fait des personnes est encourue sans qu'il soit justifié d'aucune faute; il doit en être de même en ce qui concerne les choses inanimées. A l'argument tiré de l'ancien droit on répond enfin que si la théorie de la responsabilité du fait des choses était une nouveauté en 1804 la formule de l'article 1384 est, elle aussi, sans précédent. Ne trouve-t-on pas même le germe et l'affirmation de la théorie nouvelle dans cette phrase du tribun Bertrand de Greuille: « En thèse générale rien de ce qui appartient à quelqu'un ne peut nuire impunément à un autre. » (2).

75. — L'interprétation extensive, de l'article 1384 est loin d'être aujourd'hui universellement adoptée, mais la jurisprudence récente d'un grand nombre de tribunaux, du Conseil d'Etat et de la Cour de cassation, elle-même lui a fait une place telle que les victimes d'accidents sont, dès maintenant, fondées à s'en prévaloir et que les propriétaires responsables doivent compter avec elle (3). Un arrêt de la Chambre des Requêtes

(1) SALEILLES. *Les accidents du travail et la responsabilité civile*, Paris, 1897. — JOSSERAND. *De la responsabilité du fait des choses inanimées*, Paris 1897.

(2) FENET. Tome XIII, p. 477.

(3) *Gien*, 26 avril 1888. *Sirey* 1890, 2, 14. — *Bourgoin*, 10 juin 1891. *Sirey* 1893, 2, 205. — *Dijon*, 26 décembre 1895. *Sirey* 1896, 2, 48. — *Bourges*, 7 février 1875. *Dalloz* 1900, 2, 289. — *Agen*, 17 mars 1897. *Ibid.* — *Conseil d'Etat* 21 juin 1895. *Sirey* 1897, 3, 33. — *Cour de cassation*, Civ., 16 juin 1896: « Attendu qu'aux termes de l'article 1334, cette constatation qui exclut le cas fortuit et la force majeure, établit vis-à-vis de la victime de l'accident la responsabilité du propriétaire sans qu'il puisse s'y soustraire, en prouvant soit la faute du constructeur de la machine, soit le caractère occulte du vice incriminé... » *Dalloz* 1897, 1, 433.

de la Cour de cassation a pu la repousser, malgré la consécration que lui avait précédemment donnée la Chambre civile, sans en arrêter complètement les progrès (1). Il importe donc d'en apprécier les conséquences.

76. — Observons d'abord que la condition première pour qu'une responsabilité soit encourue, c'est que l'accident provienne du fait d'une chose inanimée. L'ouvrier tombé d'un arbre ou d'une échelle n'aura de recours que si sa chute a eu pour cause la rupture d'une branche ou d'un échelon. Cette preuve faite, il n'aura d'ailleurs à justifier d'aucune faute commise par le patron; il bénéficiera de la même présomption que si l'accident avait été causé par un animal.

77. — Cette présomption est fondée aux termes même de l'article 1384 sur l'idée de garde, c'est donc au gardien de la chose qu'incombe la responsabilité, c'est-à-dire au propriétaire, s'il fait valoir lui-même, au fermier et au métayer dans le cas contraire. Pour s'en exonérer, ils devront prouver que l'accident est dû, soit uniquement à la faute de la victime, soit à un cas fortuit. Le cas fortuit, dont les jugements et arrêts précités réservent expressément la preuve, peut d'ailleurs être entendu plus ou moins largement. Ce serait pour les justiciables un grave élément d'incertitude, si les tendances actuelles de la jurisprudence ne devaient conduire à considérer seulement comme cas fortuits, les événements de force majeure : tempête, inondations, feu du ciel, tremblement de terre, etc.

(1) *Cour de cassation*. Req., 30 mars 1897 : « Attendu qu'il est absolument impossible de déterminer la cause d'un accident qui doit rentrer dans la catégorie des accidents fortuits déjouant toute prévision et ne pouvant engager aucune responsabilité... » *Dalloz* 1897, 1, 441.

5^e — *Accidents divers.*

78. — Les accidents qui ne rentrent dans aucune des catégories précédentes — on aperçoit sans peine qu'ils sont peu nombreux — restent soumis à la règle générale posée par les articles 1382 et 1383, en vertu de laquelle le patron ne peut être rendu responsable que s'il est fourni contre lui la preuve d'une faute.

Qu'est-ce donc d'une façon précise que la faute ? C'est, répond-t-on, tout manquement à une obligation, dont on est tenu, soit de par la loi, soit par un contrat. L'appréciation de la faute du patron se trouve donc ramenée à la détermination des obligations dont il est tenu envers ses ouvriers. Chaque fois qu'il aura contrevenu à ces obligations, il sera par là même constitué en faute.

79. — Les obligations du patron ne se trouvent énumérées dans aucune loi. Le contrat de louage de travail, verbal le plus souvent, ne les précise pas davantage. C'est au juge qu'il appartient de suppléer à ce silence en vertu du principe posé par l'article 1335, et en vertu duquel « les conventions obligent non seulement à ce qui est exprimé, mais encore à toutes les suites que l'équité ou l'usage.... donnent à l'obligation d'après sa nature ». De l'ensemble des arrêts rendus en matière d'accidents du travail se dégage ce principe que le patron doit prendre toutes les précautions nécessaires pour éviter les accidents et veiller à ce que les mesures de précaution soient observées (1). Il ne saurait se retrancher derrière l'usage pour s'exonérer du devoir qui lui incombe (2). Le patron se trouve même astreint par certains arrêts à prévoir jusqu'à l'imprudence de ses ouvriers : il doit adopter toutes les

(1) *Douai*, 27 juin 1881. *Dalloz* 1882, 2, 183. — *Orléans*, 13 décembre 1884. *Dalloz* 1886, 2, 12.

(2) *Mulhouse*, 18 janvier 1867. *Dalloz*, J. G. V^o Ouvriers, § 96.

mesures susceptibles de la prévenir (1). Ce devoir est plus rigoureux encore à l'égard des enfants et des ouvriers âgés ou infirmes qu'il peut employer. Le seul fait de leur faire exécuter certains travaux dangereux peut à lui seul constituer une faute.

80. — Pour que la faute donne lieu à responsabilité, il faut en principe qu'elle soit la cause de l'accident. La jurisprudence a longtemps exigé sur ce point une preuve précise et complète. Elle paraît aujourd'hui moins exigeante, comme nous l'avons précédemment observé. Il suffit que le patron ait contrevenu à ses obligations pour qu'il succombe, s'il ne peut être assigné à l'accident aucune autre cause précise, en particulier si la victime n'a commis aucune imprudence.

81. — La faute ou l'imprudence de la victime est appréciée d'après les mêmes principes que celles du patron. L'ouvrier a d'une manière générale le devoir d'obéir aux ordres reçus et d'agir lui-même prudemment. Si le patron justifie contre lui d'un manquement à cette obligation, il est par là même constitué en faute. Pour que cette faute de l'ouvrier exonère le patron il faut, d'ailleurs, qu'elle apparaisse comme la seule cause possible de l'accident. Dans le cas où il serait justifié concurremment d'une faute du patron et d'une imprudence de l'ouvrier, il y aurait lieu seulement au partage de la responsabilité entre eux dans la mesure où chacun a pu contribuer à causer l'accident (2). La preuve d'un événement de force majeure fournie par le patron ne l'exonérerait de même que si sa faute n'avait pas contribué à produire l'accident ou à en aggraver les effets. S'il en était autrement, la responsabilité pourrait seulement être atténuée.

(1) *Caen*, 17 mars 1880. *Dalloz* 1880, 2, 79. — *Paris*, 29 mars 1883. *Dalloz* 1884, 2, 99.

(2) *Cour de Cassation*, 11 novembre 1896. *Sirey*, 1898, 1, 228. — 28 mars 1900. *Dalloz*, 1900, 1, 208.

Personnes ayant droit à réparation.

82. — Le principe fondamental posé par l'article 1382 est que tous ceux qui ont éprouvé un préjudice par suite d'un accident ont droit d'être indemnisés par la personne responsable. On ne distingue pas si le préjudice est direct ou indirect, matériel ou moral, il suffit qu'il soit seulement démontré et appréciable pour que celui qui en justifie soit recevable à en demander réparation.

83. — Pour l'application de ce principe on distingue entre le cas de blessures passagères, le cas de blessures permanentes et le cas de mort. Dans le premier cas, la personne blessée est évidemment le principal ayant-droit à indemnité. Concurremment avec elle, les parents qui l'ont soignée sont fondés à demander réparation, en leur nom personnel, pour le trouble que la charge du traitement a pu apporter dans leurs propres affaires.

Dans le cas d'infirmité permanente, on admet encore à demander une indemnité, outre la victime, les parents auxquels elle fournissait régulièrement des subsides même sans y être légalement tenue par une obligation alimentaire. Si la victime partageait avec d'autres personnes la charge d'entretenir ses parents, celles-ci sont même fondées à agir en vertu de l'aggravation de charge résultant pour elles, de ce que la victime de l'accident ne pourra plus fournir sa contribution (1).

En cas de mort, les héritiers de la victime décédée, ne recueillent dans sa succession que les droits qu'elle avait acquis à la réparation du dommage causé par la maladie qui s'est prolongée depuis l'accident jusqu'à l'issue fatale. Si la mort a été instantanée, on décide généralement que la victime n'a pu acquérir aucun droit et que ses héritiers ne sont fondés à exercer,

(1) *Cour de Cassation, Crim.*, 20 février 1863. *Dalloz*, 1864 1, 99

en tant que tels, aucun recours. C'est en leur nom personnel et dans la mesure où ils justifient d'un préjudice propre que les parents de la victime décédée, sont admis à réclamer une indemnité. Sa veuve, ses enfants, ses père et mère même naturels, ses frères et sœurs, son associé, ont droit non comme héritiers ou subrogés, mais en leur nom personnel à la réparation du dommage que sa mort leur cause en les privant, soit de secours pécuniaires (1), soit de la communauté de vie qu'ils avaient avec elle, soit de la gestion habile qu'ils trouvaient en elle pour leurs intérêts communs.

84. — Lorsqu'un secours est ouvert à la fois à la victime d'un accident et à ses parents, on n'admet pas cependant qu'il se produise entre les deux réparations demandées, un double emploi. Le père dont l'enfant blessé a obtenu une indemnité, ne saurait prétendre, en outre, à une réparation personnelle pour le travail de son enfant dont il profitait et dont il a été privé; son droit de jouissance légale s'exerce sur l'indemnité, comme il s'exerçait sur le travail de son enfant, il n'y a pas préjudice.

85. — Le patron responsable d'un accident ne saurait être admis à prétendre que la mort de la victime a délivré ses parents de certaines charges ou qu'elle leur a procuré l'avantage d'un héritage prématuré, pour compenser ces prétendus bénéfices avec le préjudice dont ils justifient. La jurisprudence a repoussé avec énergie et indignation cette prétention plus ou moins audacieusement formulée (2).

Si après qu'une indemnité a été allouée aux ayants-droit les conséquences de l'accident viennent à s'aggraver, la jurisprudence admet que l'indemnité d'abord accordée ne met pas obstacle à ce qu'une nouvelle

(1) Il faut que les secours aient un certain caractère de permanence et de régularité. On ne saurait faire état de ce que la victime en avait donné quelquefois dans le passé et avait manifesté l'intention d'en donner d'autres. *Alger*, 23 mai 1892. *Dalloz* 1894, 2, 47.

(2) *Cour de Nancy*, 9 décembre 1876. *Dalloz* 1879, 2, 47.

action soit intentée pour obtenir un supplément de réparation (1). Si la mort survient par suite de blessures, l'indemnité accordée à la victime n'empêche pas les parents auxquels la mort cause un préjudice de demander à en être indemnisés (2). La chose jugée n'atteint pas, faute d'identité, d'objet, le dommage nouveau qui n'a pu être envisagé par les parties comme objet de leurs demandes et par le juge comme base de son jugement.

Fixation des dommages-intérêts

86. — Les dommages-intérêts alloués à tous les ayant-droit, à raison d'un accident, doivent être l'exacte compensation du préjudice éprouvé par chacun d'eux. Dans ce préjudice sont compris, avec toutes leurs conséquences d'une part, la perte subie, frais médicaux, salaires perdus, frais funéraires, etc., d'autre part, le manque à gagner, c'est-à-dire la réduction de salaire que peut entraîner une incapacité temporaire ou définitive, les entraves que celle-ci peut apporter à l'exercice d'un commerce indépendant du travail salarié. Il n'est pas nécessaire que le dommage soit matériel, la perte d'un enfant encore incapable de tout travail ou d'un parent âgé, donne droit à indemnité pour la seule douleur éprouvée, l'affection brisée (3).

87. — Les tribunaux exercent, quant à la fixation du chiffre des dommages-intérêts, un pouvoir souverain. La Cour de Cassation ne peut que contrôler les bases d'évaluation; mais un grand nombre de décisions deviennent définitives sans lui être déférées, et il

(1) *Cour d'Aix*, 7 avril 1870. *Dalloz* 1871, 2, 241.

(2) *Cour de Cassation*. Req., 4 mars 1872, *Dalloz*, 1872-1-327.

(3) SOURDAT, n° 83. — AUBRY et RAU, tome IV, § 445. — LABOMBIÈRE, p. 714-715 — *Bordeaux* 30 novembre 1881. *Dalloz*. J.-G. Supp. V° Responsabilité ? 278.

subsiste entre elles des diversités d'appréciations souvent considérables.

On prend généralement en considération la situation antérieure de la victime, le salaire qu'elle recevait, la longueur de la maladie et la gravité des blessures reçues. En ce qui concerne la réparation du préjudice moral causé aux parents, on tient compte de leur affection présumée suivant le degré de parenté, de leur situation matérielle, mais il arrive trop souvent que l'audace ou la modération de leurs demandes, conduisent les juges à accroître ou à réduire arbitrairement le montant de l'indemnité allouée.

Certains Tribunaux manifestent hautement la prétention de prendre en considération la situation même du patron responsable et de faire varier les dommages-intérêts suivant sa fortune connue. « La condamnation à des dommages-intérêts constitue, disent-ils, une sorte de peine et elle perdrait cet utile caractère si, par son chiffre trop minime et eu égard aux ressources du condamné, elle passait pour ainsi dire sans l'atteindre, sur celui qu'elle doit au moins avertir » (1). Il nous paraît que c'est là dénaturer gravement le véritable caractère des dommages-intérêts qui, d'après les termes formels du Code civil, sont une réparation et non pas une peine.

88. — Usant de leur pouvoir presque absolu, les Tribunaux accordent les dommages-intérêts tantôt sous forme de capital, tantôt sous forme de rente. Le droit leur a été formellement reconnu de stipuler que la rente accordée à la victime serait réversible pour partie, après son décès, sur la tête de sa veuve ou de ses enfants mineurs (3).

(1) *Cour de Nancy*, 9 décembre 1876. *Dalloz* 1879, 2, 47. — *Nîmes*, 17 décembre 1869. *Dalloz*, 1862, 2, 59. — *Nevers*, 31 août 1866. *Dalloz* 1867, 2, 198.

(2) Voir l'amendement voté par la Chambre dans sa séance du 23 mai 1901, aux termes duquel les indemnités doivent être allouées sous forme de rentes versées par la Caisse nationale des retraites.

(3) *Cour de cassation*, Req., 10 janvier 1877. *Dalloz*, J. G. Supp. V^e Responsabilité § 287.

Ils ont également le droit de prescrire toutes mesures susceptibles de garantir le paiement des rentes qu'ils condamnent les personnes responsables à servir.

89. — La fixation des dommages-intérêts en cours par suite d'une faute ou d'une présomption de faute n'étant déterminée par aucune règle légale impérative, les parties intéressées conservent le droit d'y procéder elles-mêmes, d'un commun accord. Les transactions intervenues entre elles à ce sujet les obligent également; les Tribunaux doivent les sanctionner, s'il apparaît qu'elles ont été consenties librement et de bonne foi.

L'ouvrier pourrait même renoncer après l'accident à l'indemnité à laquelle il a droit, mais une pareille renonciation ne saurait être faite valablement à l'avance : toute convention ayant pour but d'exonérer pour l'avenir une personne des conséquences de ses fautes est nulle.

Procédure

90. — Les actions en responsabilité intentées en vertu des articles 1382 et suivants du Code civil sont des actions personnelles mobilières naturellement soumises à la compétence des tribunaux de droit commun, c'est-à-dire qu'elles doivent être portées devant le juge de paix lorsque la demande n'excède pas deux cent francs et devant le Tribunal de première instance dans le cas contraire. Le juge de paix décide sans appel si la demande ne dépasse pas cent francs. Le tribunal prononce de même en dernier ressort si la demande n'excède pas quinze cents francs (1).

Les actions en responsabilité peuvent également être portées devant les tribunaux repressifs accessoirement à l'action publique qui peut être dirigée pour crime ou délit contre l'auteur d'un accident.

(1) Nous ne saurions traiter ici de la compétence exceptionnelle des Tribunaux de commerce, des Tribunaux administratifs et des Conseils de prud'hommes : la question n'est pas susceptible de se poser à propos d'accidents agricoles.

91. — Aucune procédure d'enquête n'est organisée relativement aux accidents agricoles assurant dans chaque cas la vérification administrative ou judiciaire des conditions dans lesquelles s'est produit l'accident. La loi du 12 juin 1893 relative à l'hygiène et à la sécurité du travail avait, avant même celle du 9 avril 1898, astreint les patrons à faire, en cas d'accidents, une déclaration circonstanciée au maire de leur commune, dans le but d'assurer la constatation non seulement de l'accident mais de ses causes et circonstances, ainsi que de ses conséquences pour la victime, en vue des droits qu'elle pouvait faire valoir. Mais cette loi n'est pas applicable à l'agriculture.

L'ouvrier victime d'un accident ou ses ayants-droit doivent donc prendre eux-mêmes l'initiative de procéder à toutes les vérifications utiles, de recueillir les preuves qui leur incombent et notamment de rapporter les certificats médicaux déterminant l'étendue du dommage subi et son rapport avec l'accident.

92. — L'ouvrier demandeur en indemnité n'aura, dans les cas dont s'agit, le bénéfice de l'assistance judiciaire que s'il l'obtient, à la double condition qu'il justifie de son indigence et que sa demande paraisse soutenable.

93. — Conformément au droit commun, les actions en responsabilités fondées sur une faute prouvée ou présumée se prescrivent par trois ans si la faute constitue un délit (1) et par trente ans dans le cas contraire. La prescription n'est pas interrompue de plein droit par un secours donné par le patron, ce secours pouvant avoir pour cause, non une reconnaissance de la responsabilité de la part du patron, mais uniquement un sentiment de commisération (2).

(1) *Cour de Cassation*, Req. 1^{er} février 1882. *Dalloz*, 1883, 1, 454.

(2) *Cour de Cassation*, 4 août 1886. *Sirey*, 1887, 1, 169.

CONCLUSION

L'étude, précédemment poursuivie, du système complexe de responsabilité auquel sont actuellement soumis les accidents du travail agricole, nous permet de préciser maintenant les conséquences d'une réforme plus ou moins impérieusement réclamée et d'en apprécier la convenance. — Disons immédiatement que ces conséquences nous paraissent moins onéreuses pour l'exploitant rural qu'on ne l'imagine généralement.

L'extension du risque professionnel à l'ensemble des travaux agricoles n'augmentera pas considérablement le nombre des cas où le patron est, en l'état actuel, de plein droit, passible d'une responsabilité. Ce régime s'applique déjà aux industries annexes et aux travaux pour lesquels il est fait usage d'un moteur inanimé. — Dans tous les autres cas, l'obligation imposée, en principe, à l'ouvrier de prouver la faute du patron pour obtenir une indemnité ne constitue plus pour celui-ci qu'une protection exceptionnelle ; il est bien peu d'accidents, en effet étant donné la nature des travaux agricoles au sujet desquels l'ouvrier ne puisse prétendre au bénéfice de quelque une des présomptions de faute, déduites des dispositions particulières du Code civil. — Nous ne possédons pas en France de statistique des accidents agricoles, mais si nous consultons, à titre

d'indication, la statistique allemande (1) relative aux dix années 1888-1897, nous y relevons que les accidents se répartissent, en moyenne, d'après leurs causes de la manière suivante :

1. — Moteurs, transmissions, machines, outils.	11,4
2. — Ascenseurs, grues, élévateurs.	0,1
3. — Chaudières à vapeur	0,0
4. — Explosifs, poudre, dynamite, etc.	0,4
5. — Matières chaudes, incandescentes ou corrosives .	0,3
6. — Eboulements, chutes d'objets	7,5
7. — Manutention des fardeaux	6,0
8. — Chemins de fer	0,2
9. — Navigation et transports par eau	0,2
10. — Outils manuels	6,7
11. — Conduite des voitures.	19,4
12. — Animaux, accidents de cheval	12,7
13. — Chutes de l'ouvrier du haut d'échelles, d'escaliers, de lucarnes, dans des excavations.	26,7
14. — Divers	8,4

Il est permis de penser que — l'organisation du travail agricole n'étant pas, en France, sensiblement différente de ce qu'elle est en Allemagne — les accidents doivent s'y répartir d'une manière analogue. Or, les cinq premières catégories ci-dessus énumérées appartiennent déjà au domaine du risque professionnel; les cinq suivantes sont susceptibles de donner lieu à l'application de la présomption de faute qui s'attache, d'après la jurisprudence la plus récente, aux accidents causés par le fait des choses inanimées. Deux autres mettent en jeu la présomption de faute relative aux accidents causés par les animaux. Dans les deux dernières catégories seulement — nombreuses, il est vrai — la responsabilité paraît subordonnée à la preuve effective d'une faute du patron. Mais ces catégories comprennent vraisemblablement encore des accidents auxquels

(1) Office du Travail : *Bases statistiques de l'assurance contre les accidents*, d'après les résultats de l'assurance obligatoire en Allemagne et en Autriche, Paris 1899.

peut s'appliquer la présomption de faute relative au fait des préposés ; de telle sorte le nombre des cas où l'ouvrier se trouverait dispensé de prouver la faute du patron par l'extension du risque professionnel ne dépasserait guère 15 à 20 0/0.

Cette aggravation serait encore singulièrement atténuée par l'extension corrélatrice du principe de l'indemnité forfaitaire. Sous le régime de droit commun, l'indemnité doit être, nous l'avons vu, la réparation intégrale du préjudice éprouvé non seulement par la victime, son conjoint ou ses parents en ligne directe, mais même par ses collatéraux. Aucune limite n'est assignée aux dommages-intérêts qui peuvent être alloués. L'arbitraire du juge en cette matière constitue un risque très variable, que le principe de l'indemnité forfaitaire aurait l'avantage considérable de faire disparaître en limitant, d'une part, le nombre des ayant-droit à indemnité et, d'autre part, le montant des réparations susceptibles d'être accordées à chacun d'eux.

Est-ce à dire que les ouvriers agricoles ne retireraient de la réforme aucun avantage appréciable ? Nullement. En premier lieu, la faute de la victime ne pourrait plus lui être opposée, comme une raison suffisante d'exonération, et de ce chef la responsabilité patronale prendrait quelque extension. En second lieu, la simplification de la procédure, l'assistance judiciaire accordée de plein droit à la victime, la publicité qui s'attache aujourd'hui aux lois sociales, donneraient à l'ouvrier une conscience plus exacte de ses droits et des moyens plus accessibles de les exercer. La responsabilité du patron a beau être juridiquement établie dans la majorité des cas, l'ignorance ou l'inertie de l'ouvrier la laissent le plus souvent à l'état virtuel. Elle n'est qu'exceptionnellement sanctionnée.

Cette disproportion entre les condamnations possibles et celles qui sont réellement prononcées, explique le taux élevé des primes d'assurances actuellement réclamées aux patrons, qui veulent garantir leur responsabilité civile. Les compagnies d'assurances doivent pré-

voir dans leurs calculs, non pas seulement les cas, où par suite de circonstances diverses, une condamnation interviendra réellement, mais tous ceux où une responsabilité est susceptible d'être prononcée. Or, nous avons vu que l'extension du risque professionnel n'augmentera pas considérablement le nombre de ces derniers. La conséquence, c'est que les primes d'assurance ne subiront pas d'aggravation très sensible et c'est bien ce qui paraît devoir se produire. Considérons à titre d'exemple, les tarifs de la *Caisse syndicale d'Assurance mutuelle des Agriculteurs de France* (ancienne *Solidarité Orléanaise*). L'agriculteur justement soucieux de couvrir toute sa responsabilité doit actuellement payer, en premier lieu, une prime à l'hectare variant de 0 fr. 50 pour les prairies sans élevage ni embauche, à 1 fr. pour les terres arables étant l'objet de culture industrielle ou intensive. Si son exploitation comporte quelque industrie annexe soumise à la loi du 9 avril 1898, une prime spéciale de 3 à 4 fr. par 100 francs de salaires sera due en outre. Si enfin il dirige lui-même ses battages annuels, une prime de 3 fr. 50 par jour de travail, devra être encore payée de ce chef. Ces chiffres ne constituent d'ailleurs que des minimas. La *Caisse syndicale*, qui est une société mutuelle, stipule dans ses polices, qu'en cas d'insuffisance des primes versées d'avance d'après le tarif général, il pourra être réclamé à chaque adhérent, jusqu'au double de la prime totale. Les Compagnies d'assurances à primes fixes préfèrent combiner l'assurance de responsabilité civile avec une assurance de bienfaisance, garantissant pour tout accident, même si le patron n'est pas responsable, une indemnité fixe en cas de décès, d'invalidité ou d'incapacité temporaire. Il est difficile de faire dans la prime demandée par hectare, la ventilation des parts afférentes à la garantie de responsabilité civile et à l'assurance de bienfaisance. Mais ce qui est digne de remarque et probant, c'est que les primes demandées ne dépassent pas très sensiblement les taux ci-dessus indiqués, pour la garantie de responsabilité civile seule.

COMPAGNIES	LIMITE DE LA RESPONSABILITÉ CIVILE	GARANTIES				PRIME par HECTARE
		EN CAS DE MORT	EN CAS D'INVALIDITÉ	INDEMNITÉ JOURNALIÈRE en cas d'incapacité temporaire		
				Hommes	Femmes	
Société suisse d'Assurances.....	Illimitée	2,000. »	2,400. »	2. »	1.20	1. »
Compagnie générale d'Assurances contre les Accidents.....	10,000. »	1,000. »	1,000. »	2. »	1. »	1. »
La Providence (Union des Syndicats du Sud-Ouest)....	7,000. »	2,000. »	2,000. » 1,000. » 500. »	1/2 salaire,	1/2 salaire.	0.80

En cas de généralisation du risque professionnel, les primes portées à ce tableau éprouveraient sans doute diverses causes d'augmentation. Les garanties assurées ne satisfont pas au tarif de la loi du 9 avril 1898 et devraient être sensiblement relevées. Ces assurances à l'hectare ne s'étendent pas aux industries annexes. Mais elles protègent, avec les domestiques et journaliers, l'agriculteur lui-même et les membres de sa famille non salariés travaillant à l'exploitation. Tout compte fait, il reste vrai que la garantie du risque professionnel ne coûterait guère plus à l'agriculteur que la garantie de sa responsabilité civile actuelle. Dans l'assurance obligatoire allemande, la prime est basée sur les salaires des travailleurs jugés nécessaires à l'exploitation des différentes cultures, mais on a calculé la prime moyenne par hectare (1). Elle a suivi avant

1889	0 18
1890	0 18
1891	0 23
1892	0 46
1893	0 46
1894	0 54
1895	0 54
1896	0.80

d'atteindre son taux d'équilibre la progression ci-contre que nous exprimons en francs. Ces primes paraissent fort minimes mais il faut observer d'une part que la dernière donne seule le taux d'équilibre, d'autre part que l'assurance-accidents ne

(1) A. GOBERT : *Des assurances contre les accidents du travail en Allemagne et en Autriche*. Thèse. Paris, 1899, p. 286.

s'applique pas aux incapacités de travail inférieures à treize semaines qui sont les plus nombreuses et qui incombent soit à l'assurance-maladie, soit aux communes.

Ajoutons que la simplification de toutes les polices diverses (polices simples, mixtes, annexes, polices de responsabilité civile, etc.) au milieu desquelles l'agriculteur français a grand peine à se reconnaître, lui faciliterait la discussion avec les représentants des Compagnies d'assurances et levant, entre elles, les obstacles à la concurrence qui résultent des obscurités actuelles, contribuerait largement à réduire les primes au minimum. L'extension des opérations de la *Caisse nationale d'Assurances contre les accidents* aux risques agricoles mis par une loi nouvelle à la charge des exploitants ruraux — même limitée comme en matière industrielle à la garantie des rentes et indemnités permanentes — exercerait aussi dans une large mesure son influence modératrice.

De toutes les considérations précédentes, nous croyons pouvoir conclure que l'extension du risque professionnel n'aggraverait pas sensiblement la charge des agriculteurs qui ont dès maintenant la prévoyance de s'assurer contre la responsabilité civile des accidents. En ce qui concerne les autres, dont le nombre est évidemment le plus considérable et qui sont surtout les petits exploitants n'employant que le travail familial ou celui de quelques ouvriers, l'assurance deviendrait plus impérieusement nécessaire.

Leur imprévoyance actuelle spéculé sur l'inertie des victimes d'accidents et les difficultés de procédure qui paralysent les droits de celles-ci. Avec le risque professionnel, le jeu deviendrait plus dangereux.

On peut même souhaiter que l'assurance leur soit rendue obligatoire, dans l'intérêt des ouvriers que leur insolvabilité laisserait sans recours. C'est ainsi que M. Mirman, l'auteur de la proposition de loi actuellement soumise à la Chambre des Députés, a été conduit

à faire de l'obligation en matière d'assurances agricoles une des bases essentielles de la réforme.

« Notre législation n'a pas, dit-il, créé l'assurance obligatoire, mais — de l'aveu de tous — elle a rendu l'assurance nécessaire; les chefs d'entreprises industrielles qui ne prennent pas cette précaution, si quelque accident tue ou mutile gravement un de leurs salariés, et si, d'autre part, ils n'ont pas de larges ressources, sont exposés à une ruine certaine. Qu'on ne voie pas dans cette constatation une critique de la loi dont nul plus que nous n'affirme la valeur sociale. Or, cette nécessité, les industriels généralement groupés dans les centres le comprennent; ils sont d'ailleurs très activement sollicités par les compagnies rivales.

« Il en est tout autrement des agriculteurs: ceux-ci sont disséminés sur toute la surface de la France; un grand nombre sont isolés. La notion d'assurance, l'idée que cette assurance est pour eux une précaution salutaire, urgente, indispensable, devra mettre un temps beaucoup plus long à pénétrer jusqu'à eux, à s'imposer à leur esprit ».

Devrait-on même aller plus loin et imposer l'assurance à l'agriculteur pour lui-même et pour les membres de sa famille, envers lesquels il peut être tenu en toute circonstance d'une obligation alimentaire? M. Mirman le demande encore, mais nous hésiterions à le suivre dans cette voie. Que l'on protège les tiers contre l'imprévoyance de ceux avec lesquels ils sont obligés de traiter sans garder leur pleine indépendance, rien de plus juste et de plus légitime; mais substituer à l'initiative des individus, dans leur conduite envers eux-mêmes et envers les leurs, l'application d'une règle automatique, n'est-ce pas diminuer forcément cette initiative même et la notion de responsabilité qui sont la source de tout effort et de tout progrès?

Le principe du risque professionnel fondé sur cette idée que les accidents sont une charge normale de la production aurait enfin l'avantage de permettre une

répartition équitable de la responsabilité dans le cas de bail à colonat partiaire. L'idée de garde perdrait toute l'importance qui s'y attache d'après le Code civil. La responsabilité serait partagée dans la même mesure que les fruits du domaine. Dans le cas où un accident atteindrait le métayer lui-même, le patron devrait en supporter naturellement sa part contributive.

Notre conclusion sera que la réforme actuellement soumise à la Chambre est, sous quelques réserves de détail, vivement souhaitable. L'agriculture profite trop largement et depuis longtemps des faveurs du législateur pour qu'elle ne consente pas à supporter la charge relativement minime d'une réforme qui n'est après tout que la sanction légale d'une obligation morale chaque jour plus impérieusement ressentie, réforme que nous serions bientôt les derniers en Europe à n'avoir pu réaliser. Dès le 5 mai 1886, l'Allemagne étendait aux exploitations agricoles et forestières le système d'assurance obligatoire contre les accidents créé deux années avant pour l'ensemble des exploitations industrielles (1). Si la charge ainsi imposée à l'agriculture a soulevé par la suite et soulève encore de vives protestations, c'est surtout en raison de l'organisation financière des assurances qui n'a pas permis de mesurer d'abord l'effort à fournir, effort dont le poids croissant a pu semer plus d'inquiétude que si il avait été dès l'origine nettement délimité et virilement accepté. En Angleterre une loi de 1900 a étendu à l'agriculture, les principes inaugurés en matière industrielle par la loi de 1897 (2). La

(1) Voy. A. GOBERT : *Op. cit.*

(2) Angleterre. *Loi de 1900 sur la réparation des accidents du travail.*

ART. 1. — À dater de l'entrée en vigueur de la présente loi, la loi de 1897 sur la réparation des accidents du travail s'appliquera au travail d'ouvriers occupés dans l'agriculture par un patron qui emploie habituellement un ou plusieurs ouvriers à un tel travail.

Si un patron traite avec une personne pour l'exécution d'un travail agricole par cette dernière ou sous la direction de cette dernière, l'art. 4 de la loi de 1897 sur la réparation des accidents du travail s'appliquera à l'égard d'un ouvrier occupé à un tel travail comme si ce patron était un entrepreneur au sens de la loi susvisée.

Toutefois si la personne précitée fournit et emploie des engins actionnés par une force mécanique pour le battage et le labourage ou un autre travail agricole elle, et elle seule sera en vertu de la présente loi tenue au paiement d'une indemnité à un ouvrier occupé par elle à un tel travail.

Si un ouvrier est occupé par le même patron principalement à un travail agricole

France n'a plus de temps à perdre, si elle ne veut réaliser la dernière, une réforme humanitaire dont il lui eût appartenu de donner l'exemple.

Les agriculteurs eux-mêmes mieux renseignés sur sa portée cesseront bientôt, nous l'espérons, de lui opposer pour toute objection « qu'il y a utilité sociale à maintenir les rapports familiaux existant entre eux et leurs ouvriers et à ne pas les transformer en rapports légaux ». A ce langage nous préférons la réponse d'un des leurs, M. Balsan, qui au cours de la discussion à la Chambre de la réforme partielle du 30 juin 1899, s'exprimait en ces termes :

« Quand un accident se produit chez tel de mes amis qui, en ce moment, critiquent ma manière de voir, qu'arrive-t-il ? Vous êtes, mes chers collègues, les plus empressés à porter des secours dans le ménage qui a été atteint par le malheur. Vous voulez faire de la charité, quand même ! Rien n'est plus beau ; mais vous n'êtes jamais sûrs que la charité soit suffisante et le droit vaut mieux encore que la charité. Vous trouverez à la charité sa place ; je revendique comme vous le droit de la charité, comme chrétien et catholique.

« Mais il faut avant tout que les situations soient autant que possible pareilles dans tous les cas semblables, dans tous les accidents, et que, dans certains cas, l'on n'ait pas à compter seulement sur la bonne volonté.

« Vous dites : Je ferai telle réparation parce que c'est « mon plaisir. » C'est là une vieille et belle formule ; quant à moi, je veux faire cette réparation — je n'en suis pas humilié — parce que la loi m'y oblige. »

mais en partie ou occasionnellement à un autre travail, la présente loi s'appliquera également à l'occupation de l'ouvrier dans cet autre travail.

L'expression agriculture comprend l'horticulture, la sylviculture et l'usage de la terre en vue d'un objet agricole y compris la garde ou l'élevage du bétail, de volailles ou d'abeilles, la culture de fruits et de légumes.

ART. 2. — La présente loi entrera en vigueur le 1^{er} juillet 1901.

Traduction Bellom — *Congrès international des accidents du travail et des assurances sociales*. Onzième année 1900, n° 3.

(2) *Société des Agriculteurs de France*. Session annuelle, 11 mars 1901, p. 170.

(3) *Chambre des Députés*, séance du 8 juin 1897.

Cette obligation d'ailleurs — nous croyons l'avoir surabondamment établi — est loin d'être entièrement nouvelle. Il ne s'agit en définitive que d'aménager plus clairement et de rattacher à un principe unique le système complexe de règles légales dont la présente étude n'a eu pour but que de dresser le tableau.

Vu : Le Président de la thèse,

A. SOUCHON.

Vu et permis d'imprimer :

*Le Vice-Recteur de l'Académie
de Paris,*

GRÉARD.

Vu : Le Doyen,

GLASSON.



TABLE DES MATIÈRES

Pages.

PRÉFACE	1
-------------------	---

TITRE PRÉLIMINAIRE

ÉVOLUTION HISTORIQUE.

Les accidents du travail et le Code Civil. — *Interprétation traditionnelle : faute et présomption de faute. — Ses conséquences.*

Mouvement de la jurisprudence. — *Éléments constitutifs de la faute. — Son lien avec le préjudice. — Caractère et étendue des présomptions légales : l'article 1386 généralisé.*

Efforts doctrinaux — *Responsabilité contractuelle du patron. Responsabilité légale du fait des choses inanimées.*

Le risque professionnel. — *La loi du 9 avril 1898. — Son application à l'agriculture. — Loi du 30 juin 1899* 3

TITRE I

RESPONSABILITÉ FONDÉE SUR LE RISQUE PROFESSIONNEL

1. — **A quels accidents s'applique le risque professionnel ?** — *Industries agricoles annexes : distilleries, sucreries, laiteries, etc. — Rapport entre l'accident et le travail*

- accompli. — Travaux mécaniques. — Moteurs inanimés. — A quels travaux s'étend la conduite ou le service des machines ?*
2. — **Qui est responsable ?** — *Industries annexes. — Responsabilité du chef d'entreprise : propriétaire, fermier, métayer. — Travaux mécaniques. — L'exploitant du moteur. — Recours en cas d'insolvabilité.*
3. — **Envers qui est-on responsable ?** — *Détermination légale. — Conjoint, enfants, ascendants et descendants.*
4. — **Dans quelle mesure est-on responsable ?** — *Tarif légal. — Salaire de base. — Taux des indemnités temporaires ou permanentes. — Cas d'atténuation ou d'aggravation. — Garanties.*
5. — **Procédure.** — *Compétence. — Assistance judiciaire. — Transactions. — Prescription.....* 17

TITRE II

RESPONSABILITÉ FONDÉE

SUR LA FAUTE PROUVÉE OU PRÉSUMÉE

Conditions et incidence de la responsabilité. —

1. — *Accidents causés par un préposé. — Lien de commettant à préposé. — Faire-valoir, fermage, métayage. — Présomption limitée aux faits de charge. — Preuve contraire.*
- 2. — *Accidents causés par les animaux. — Qui doit être considéré comme se servant d'un animal ? — Fermier, métayer, domestiques ou préposés. — Présomption légale. — Preuve contraire.*
- 3. — *Accidents causés par les choses immobilières. — Extension du mot « bâtiments ». — Présomption contre le propriétaire. — Force majeure.*
- 4. — *Accidents causés par les choses mobilières. Théorie nouvelle. — Ses applications en jurisprudence. — Le fait des choses. — Présomption contre le gardien. — Preuve contraire.*
- 5. — *Accidents divers. — Application de la théorie traditionnelle de la faute. — Obligations du patron. — Obligations de l'ouvrier. — Faute commune.*

Personnes ayant droit à réparation. — <i>Appréciation arbitraire des tribunaux.</i> — <i>Ea victime.</i> — <i>Son conjoint.</i> — <i>Ses parents.</i> — <i>Droit à un supplément d'indemnité.</i>	
Fixation des dommages-intérêts. — <i>Réparation intégrale.</i> — <i>Pouvoir d'appréciation du juge.</i> — <i>Bases généralement adoptées.</i> — <i>Transactions.</i>	
Procédure. — <i>Compétence.</i> — <i>Moyens de preuve.</i> — <i>Assistance judiciaire.</i> — <i>Prescription.....</i>	45
CONCLUSION	71
